

«Le pays est partout
où l'on se trouve
bien, la terre est aux
mortels une maison
commune.»



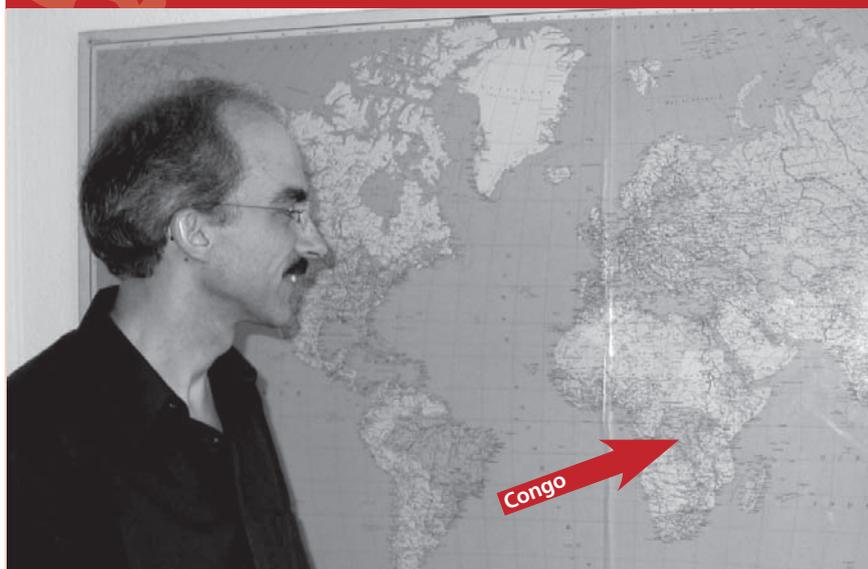
Robert Garnier



Voix d'Exils

TRIMESTRIEL ROMAND D'INFORMATION SUR L'ASILE

Actualité

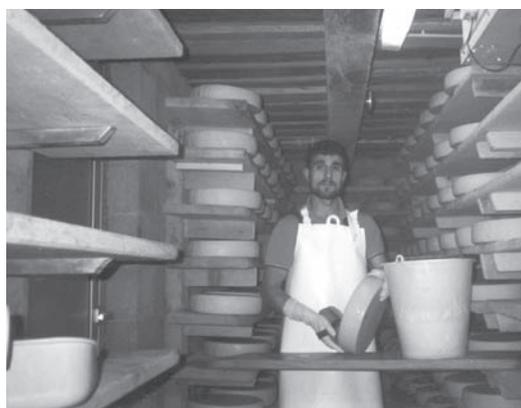


**Le renvoi de Suisse de déboutés
congolais se profile à l'horizon**

Lire page 3

Dossier

**L'intégration
vue par des
migrants**



Lire pages 9-12

Interview

Pages 4-5

**Le Sociologue Uli Windisch analyse
les phénomènes de la xénophobie et
du racisme en Suisse.**



Suisse

Lire pages 6

**L'affaire des moutons noirs fait
réagir un groupe d'hommes
et de femmes politiques d'origine
africaine.**

Genève

Lire pages 14

**Quand de jeunes alémaniques vont
à la rencontre des requérants d'asile**

Neuchâtel

Pages 18

**Suada Haznedarevic ou la passion
de l'horlogerie.**

Vaud

Lire page 22

**Abstinence sexuelle: une expérience
forcée pour un grand nombre de
résidents dans les foyers.**

Edito

Voix d'Exils tourne une page

2007 n'est plus qu'un wagon de souvenirs du temps qui passe. Mais pour *Voix d'Exils*, cette année a permis de clore deux ans de collaboration intercantonale unissant six équipes rédactionnelles des cantons romands. Pas moins de 8 éditions sont nées de ce partenariat. Au fil des numéros vous avez lu, apprécié, et parfois réagi. Grâce à vous, chers lecteurs, *Voix d'Exils* a mûri en prenant l'allure d'un organe qui propose non seulement de l'actualité mais aussi d'innombrables articles de réflexions et d'analyses des questions relatives à l'asile.

Chaque trimestre, 32 pages rédigées essentiellement par des requérants d'asile vous ont tenu compagnie. Cette formule ne sera pas reconduite en 2008. Réduction de budgets, réorientation des objectifs dans la gestion de l'asile au niveau cantonal sont de toute évidence les causes de ce changement.

2008 marquera donc le début d'une nouvelle formule de 20 pages avec quatre cantons partenaires, au lieu de six. Fribourg et le Jura se retirent. Néanmoins *Voix d'Exils* promet à ses lecteurs que la vision romande de l'asile ainsi que la périodicité trimestrielle seront maintenues. Nonobstant cette forme réduite, les différentes équipes cantonales rendront compte, dans la mesure du possible, de toutes les préoccupations des étrangers établis en Suisse. C'est une mission difficile mais pas impossible, tant que la volonté des éditeurs accompagnera le talent et la volonté des rédacteurs. Nous espérons, chers lecteurs, que vous serez toujours des nôtres, de plus en plus nombreux à nous lire et à nous apporter toutes vos critiques afin de relever ensemble ce nouveau défi. Et nous vous souhaitons une bonne et heureuse année 2008.

La Rédaction

Un cri pour les enfants d'Irak

Les enfants sont les fleurs de la vie. Ils constituent le futur de notre société. Sans eux, on ne peut pas savoir que la vie passe déjà, disait Shakespeare. Ils nous donnent l'espoir et la force de vivre.

Les enfants d'Irak sont très actifs. Ils jouent dans la rue, ils aiment le basket et le foot: la vie! Parmi ces gosses, il y avait une petite fille. Elle s'appelait Samar. Elle avait 12 ans et c'était ma fille. Elle était belle et intelligente. Elle était douce, aimante et souriante.

Un jour, alors que ma fille et ses amis jouaient dans la rue, des soldats américains sont arrivés. Ils ont hurlé des «Go! Go! Go!» Mais les enfants ont continué à jouer et les soldats américains ont ouvert le feu sur eux. Et puis... un grand silence! Plus personne ne bougeait. Les enfants gisaient par terre sans vie et les soldats sont partis. Ils ont laissé ma fille et ses amis couchés par terre. Morts!

Cette tragédie se répète souvent. Les enfants d'Irak sont les premières victimes innocentes de cette guerre menée par les Etats-Unis.

Encore aujourd'hui, il n'y a pas suffisamment de moyens médicaux à disposition pour le transfert des blessés, dont des enfants, dans les hôpitaux.

Il faut rappeler qu'en Irak, les enfants souffrent de la faim et de graves maladies conséquentes à cette malnutrition. La mort rode partout. Selon un quotidien irakien, un document confidentiel de l'ONU a récemment émis des prévisions selon lesquelles 30% des enfants irakiens de moins de cinq ans (soit 1,26 million d'enfants) peuvent être exposés au risque de décès par malnutrition si la guerre devait se poursuivre.

La communauté internationale doit s'interroger urgemment sur ce grave problème qui touche les enfants d'Irak, victimes innocentes de la violence. Comme tous les enfants du monde, ils méritent notre protection et notre amour.

Aida AL KHATIB

Voix d'Exils N° 29

Sommaire

Renvois

Déboutés congolais dans le collimateur de l'ODM 3

Interview de Uli Windisch

«Les résultats concrets et la transparence permettent de désamorcer la tentation raciste» 4-5

Suisse

Affaire des «moutons noirs»: des politiciens d'origine africaine se prononcent. 6

Droit d'asile

L'albinos, ce persécuté ignoré 7

Procédure

Cherche preuves pour motiver ma demande d'asile 8

Dossier

Quand les immigrés expliquent l'intégration 9-12

Clin d'œil

Les cinq continents jettent des ponts à Martigny 13

PAGES CANTONALES

- Genève 14-15
Quand de jeunes alémaniques vont à la rencontre des requérants d'asile

Le racisme, inacceptable dans le football

- Jura 16-17
Courrendlin, un petit village proche de ses étrangers

Fermeture de foyer, tchao Simplon!

- Neuchâtel 18-19
La Bosnie, La Chaux-de-fonds et l'amour de l'horloge

Deux assistants sociaux racontent leur quotidien

- Valais 20-21
Si les pierres pouvaient parler

La liberté au bout des pinceaux

Carte postale

Richesses culturelles du Cameroun 24

Recette

Injera ou le pain quotidien des Ethiopiens 25

Récit illustré

«Bienvenue en Suisse» 26-27

Renvois

Déboutés congolais dans le collimateur de l'ODM

Des négociations seraient en cours entre Berne et Kinshasa en vue de rapatrier et de réinsérer socialement des requérants d'asile déboutés originaires de l'ex-Zaïre.

Des rumeurs ont circulé durant une bonne partie de l'année 2007 avant qu'un communiqué de presse ne souligne le fait. L'Office fédéral des migrations (ODM) a pris langue avec les autorités de la République démocratique du Congo (RDC). Celles-ci s'engagent à accueillir leurs ressortissants déboutés de l'asile en Suisse. Le coup d'envoi de la manœuvre a été donné par Eduard Gnesa, directeur de l'ODM, qui s'est rendu au mois de mai de cette année à Kinshasa. Le but déclaré de ce voyage était d'intensifier le dialogue sur la politique migratoire entre la Suisse et la RDC. Il s'agissait concrètement d'engager des pourparlers pour le rapatriement des demandeurs d'asile congolais déboutés.

Pour peaufiner le dossier, la vice-ministre des Congolais de l'étranger, Colette Tshomba Ntundu, a effectué en août dernier une visite en Suisse. Du côté de l'ambassade de la RDC à Berne, cette nouvelle donne de la coopération helvético-congolaise en matière d'asile semble être une réalité ancienne. «Nous délivrons avec parcimonie des laissez-passer en accordant la priorité aux candidats au retour volontaire et aux délinquants condamnés», a déclaré l'ambassadeur congolais à Berne, Antoine Kesia-Mbe Mindua. Dans une lettre d'explication adressée à la rédaction de Voix d'Exils, cette voix officielle de la RDC en Suisse précise que son ambassade n'a aucune réserve pour établir des laissez-passer pour les délinquants et les personnes qui ne travaillent pas. «Ces deux catégories d'individus ternissent l'image de notre pays», affirme le diplomate. Il met un bémol en ajoutant : «L'ambassade s'oppose aux vols charters et aux renvois massifs».

Plus de 700 Congolais concernés

Selon Jonas Montani, porte-parole de l'ODM, il y a actuellement 737 Congolais (recensés à la fin août 2007) qui n'ont plus le droit de séjourner sur le sol helvétique suite au rejet de leur demande d'asile. Le porte-parole de l'ODM explique que son service envisage aussi d'aider le gouvernement congolais à faire face aux problèmes de réinsertion sociale des rapatriés. Berne propose à la RDC le financement des projets que les requérants d'asile déboutés entendent réaliser une fois de retour au pays. L'ODM cible les projets portant sur l'agriculture, le petit commerce, les entreprises de transport et d'informatique.

Déboutés et futurs investisseurs ?

Au sein de la communauté congolaise établie en Suisse, la visite de la vice-ministre congolaise est



Le directeur de l'ODM, Eduard Gnesa s'est rendu à Kinshasa et a rencontré la vice-ministre des Congolais de l'étranger, Mme Colette Tshomba Ntundu.

diversement appréciée. La majorité des Congolais contactés affirment ne pas être au courant du séjour de Colette Tshomba Ntundu en Suisse. Pourtant, lors de son séjour en Suisse, elle a organisé une rencontre avec ses compatriotes dans une salle de l'Institut d'études du développement de Genève (IUED). Très peu de Congolais présents à ce rendez-vous osent évoquer les contours précis de cette entrevue. Néanmoins deux d'entre eux ont accepté de témoigner séparément, sous couvert d'anonymat. «La collaboration de notre pays avec Berne en vue de rapatrier des déboutés n'était pas le sujet principal abordé, c'était plutôt autre chose», a déclaré Kasongo*, l'air sibyllin. Selon Simba*, Mme

Tshomba Ntundu «est simplement venue demander aux ressortissants congolais en Suisse d'aller investir dans leur pays d'origine». Démarche sincère ou simple diversion face à la délicate question des déboutés ? L'ODM promet de communiquer davantage sur le sujet dans un proche avenir. Il annonce une nouvelle visite de la vice-ministre congolaise dans les mois à venir. Affaire à suivre.

Andy MACK & Luyindula NGIMBI

*Noms fictifs

Interview

«Résultats et transparence permettent de désamorcer la tentation raciste»

Spécialiste des questions communicationnelles et médiatiques en Suisse, le sociologue Uli Windisch se prononce depuis plusieurs années sur la xénophobie et le racisme dans son pays. Il analyse pour Voix d'Exils la retentissante exploitation de ces thèmes par les médias et les politiques lors des dernières élections fédérales.

Voix d'exils: *Pourquoi la question des étrangers est-elle toujours placée au centre des débats politiques ?*

Uli Windisch: L'immigration constitue un problème politique majeur de notre société depuis des décennies. Elle le restera encore pour longtemps et dans toute l'Europe. Si elle n'est pas maîtrisée, elle fera tomber des gouvernements et produira des violences. Les Suisses parlent facilement des problèmes de l'immigration, car ils ont la particularité de vivre dans une société plurilingue, pluriculturelle. Chaque fois que je rencontre des délégations de gens qui viennent de l'étranger, ils me posent de façon abrupte une question : comment se fait-il que vous ne vous entretenez pas avec cette multitude de langues, de religions et de cultures ?

C'est donc une question d'habitude...

Dans les années 60 et 70, la Suisse est l'un des premiers pays à parler d'immigration et à avoir des initiatives pour la maîtrise de la population des migrants. La Suisse comptait à l'époque plus de 15% d'étrangers dans sa population. On oublie que les pays environnants avaient alors seulement 3 à 4% d'étrangers. La Suisse est donc un pays précurseur des débats qui vont arriver dans d'autres pays. Le débat a commencé ici 20 ans avant les autres pays, et cela à cause de la démocratie directe, qui a en fait servi de sas de décompression.

De l'extérieur, si l'on se réfère aux analyses de la plupart des médias étrangers, les Suisses passent pour être de fiefés racistes...

Les citoyens helvétiques sont heurtés quand on les traite immédiatement de xénophobes, de racistes. J'ai démontré depuis les années 1960-1970 que parmi les gens qui ont voté pour l'initiative Schwarzenbach par exem-

ple, une personne sur 4 seulement avait des réticences vis-à-vis des étrangers. Cela ne démontre nullement qu'il n'y a pas de racistes en Suisse. Mais il s'agit d'éviter de faire effet contraire suivant le type de discours que l'on tient.

J'ai dit à un collègue qui a qualifié le vote sur les naturalisations de vote raciste que son opinion le faisait passer pour un bien-pensant dans les milieux intellectuels et de gauche, mais que cela ne correspondait pas à la réalité. La Suisse a une longue habitude de faire avec la diversité.

Quelle est votre analyse par rapport au durcissement de la loi sur l'asile ?

En ce qui concerne les requérants d'asile et les immigrés, il faut rappeler le contexte socio-politique également. Jusque dans les années 80, l'image du réfugié était positive dans une grande partie de la population suisse. Les Suisses étaient fiers de donner refuge à des gens qui étaient persécutés pour des raisons politiques, religieuses...

Il s'est passé quelque chose de politiquement dévastateur. Quand on parle de requérants d'asile aujourd'hui, cela prend une connotation négative. En Suisse alémanique, on parle même de «Asylanten». C'est très péjoratif. Cette nouvelle réalité s'explique par le fait que des gens qui n'ont rien à voir avec l'asile, des réfugiés économiques et des criminels, ont pris la filière de l'asile pour s'introduire en Suisse. Certains disent que les abus sont dérisoires, d'autres affirment le contraire. Toujours est-il qu'il y en a. Il y aura donc toujours débat. Si les autorités arrivent à être plus strictes sur la gestion de l'asile et à réexpliquer ce que c'est que l'asile en Suisse, l'image du réfugié redeviendra positive.

Croyez-vous que c'est seulement une question de communication ?

Il ne faut surtout pas oublier que nous traversons un contexte où les autochtones ont des difficultés, le chômage des jeunes par exemple. Le moindre abus devient scandaleux. De plus en plus de Suisses affirment qu'il n'est plus possible de faire un tri entre les «vrais» et les «faux» réfugiés, tant il y a «d'abus».

Vous vous en êtes pris sévèrement au rapport de Doudou Diène sur le racisme en Suisse. Peut-on savoir pourquoi ?

Monsieur Doudou Diène affirme que la Suisse connaît une situation générale de racisme, de xénophobie et de discrimination. Je lui ai dit qu'avec le discours qu'il tient, il ne peut que renforcer le parti UDC. Il m'a répondu : «Vous allez me faire réfléchir.» Quelque temps après notre rencontre, il a néanmoins publié un rapport toujours aussi accablant. J'essaie de parler de ces phénomènes avec transparence, car il n'est plus possible de parler ouvertement, aussi objectivement que possible, en disant les choses telles qu'elles sont, sans être suspect politiquement, c'est grave et ce climat de politiquement correct fait effet contraire, car il révolte beaucoup de gens.

Faut-il avoir régulièrement des débats publics pour informer l'opinion sur l'évolution du racisme en Suisse ?

Il le faut. Mais, pour moi, il est important de définir une fois clairement ce que c'est qu'être raciste, car sinon ce terme perd sa signification. Quand on va devant le juge, ou si l'on étudie l'événement comme le fait la Commission fédérale contre le racisme, les critères se précisent. Mais il faut éviter les accusations infondées et les généralisations abusives, car cela produit des effets pervers. C'est ma position en tant que sociologue et spécialiste des médias. Il faut absolument éviter ces effets contraires. Certains militants antiracistes voient le racisme partout et s'expriment de manière virulente. Ils font effet contraire. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire. Personnellement, j'étais le seul protestant dans un village valaisan très conservateur et catholique. J'ai vécu la diversité très tôt mais je n'ai pas passé mon temps à traiter tout le monde de raciste, de xénophobe. Comme enfant, un jour, j'ai dû montrer mon «zizi» aux autres élèves pour attester de ma normalité ! J'ai appris plus tard que cela s'appelait la biologisation du social, de la différence. Mais cela ne m'a pas empêché d'avoir de très bons et nombreux amis et d'avoir une enfance et une vie des plus heureuses et stimulantes, vie sociale qui a perduré jusqu'à aujourd'hui.

En tant que sociologue, quelle est votre définition à vous du racisme ?

On oublie que le rapport à l'altérité, quelle que soit cette dernière, ne va pas de soi, et constitue l'une des épreuves anthropologiques



Uli Windisch a reçu Voix d'Exils dans son bureau à l'Université de Genève (Uni Mail)

J'ai dû montrer mon «zizi» aux autres élèves pour attester de ma normalité !

les plus difficiles pour beaucoup. Il y a un vrai fossé entre un citoyen ordinaire, peu favorisé économiquement et qui a quelques rancœurs en voyant un requérant d'asile qui reçoit une aide sociale et un militant acharné de l'antiracisme, qui voit le racisme partout. Je suis très critique aussi envers ce dernier type d'acteur public.

Une anecdote : pour un travail de recherche dans les années 80, j'ai interviewé un responsable de l'Action nationale pendant 8 heures pour comprendre ce qui se passait dans la tête de ce monsieur. Ce dirigeant de l'Action nationale (ancien parti politique prônant une diminution de la population étrangère dans les années 1980) ne supportait pas qu'il y ait des Suisses sans travail. Ce n'était pas un discours théorique, mais une démarche très active et personnellement engagée pour trouver de l'emploi à ses collègues chômeurs suisses. J'ai pris le temps de discuter avec lui. Ensuite, il a entrepris des études à l'université de Genève. Ce monsieur a totalement changé de point de vue aujourd'hui. Je ne dis pas que c'est grâce à moi. Mais il s'agit d'une autre attitude que

celle qui se réjouit de condamner avec frénésie et qui veut se donner en modèle.

Que pensez-vous des actions des organisations qui luttent contre la xénophobie et le racisme en Suisse ?

Tous ces organismes ont une raison d'être mais je regrette que la Commission fédérale contre le racisme (CFR) soit composée dans sa grande partie de gens de gauche. C'est une erreur. Cette composition donne moins de crédibilité aux actions de cette structure. On fait croire par ce fait que le racisme n'est pas l'affaire de tout le monde. Alors que par définition, les commissions fédérales sont plurielles.

Approuvez-vous les actions de Monsieur Blocher dans la gestion de la question des étrangers ?

J'ai été un de ceux qui ont souhaité voir le Conseiller fédéral Christoph Blocher au poste de Justice et Police afin qu'il puisse se confronter aux réalités difficiles de l'asile. Ce n'est pas pour dire que Blocher a résolu le problème, mais il en fait plus que bien

d'autres. Plus généralement, la preuve de la volonté d'agir, la visibilité et la médiatisation des résultats concrets obtenus et la transparence devraient permettre de réduire les tensions et de rassurer la population. Je note que l'asile est aussi un domaine où les lobbys sont très actifs. A Berne, ce sont plusieurs centaines de personnes qui s'occupent de l'asile, notamment ceux chargés de trier les dossiers. Cela coûte, dit-on, près de deux milliards de francs par an. Une partie de cette somme pourrait sans doute être mieux utilisée et supprimer ainsi une certaine hostilité dans la population.

Propos recueillis par la Rédaction



Suisse

Affaire des «moutons noirs»: des politiciens d'origine africaine se prononcent

La rédaction de Voix d'Exils est allée à la rencontre de certains candidats et élus locaux suisses originaires d'Afrique afin de comprendre, de leur point de vue, les remous suscités par la dernière campagne électorale.

Une poignée de personnalités politiques originaires d'Afrique et appartenant à différents partis est montée au créneau pour dénoncer le message xénophobe répandu durant la campagne électorale de cet automne. Cette prise de parole est partie de Berne lors d'une conférence de presse le 19 septembre 2007, à l'initiative d'Andrew Katumba, candidat socialiste (Zurich) au Conseil national. Selon Serge Sagbo du Parti démocrate chrétien (PDC) vaudois «l'ambiance politique est devenue trop pesante, et le message véhiculé par l'Union démocratique du centre (UDC) favorise la montée du racisme en Suisse. On veut faire croire à la population qu'une certaine catégorie d'étrangers est constituée de tricheurs, de criminels.» Nathalie Fellrath du Parti socialiste neuchâtelois renchérit: «La population ressent une certaine peur et de l'insécurité face à l'avenir. Plusieurs facteurs, dont l'augmentation du taux de chômage, la précarité de l'emploi, l'éclatement de la cellule familiale avec une paupérisation de la famille monoparentale expliquent cela.» Pour la Neuchâteloise, il y a deux manières de répondre: «Le repli et le rejet, ou l'optimisme. Ne rien dire, ne pas réagir aurait pu laisser penser que l'on adhère à cette image réductrice de la Suisse.»

Non à l'indifférence

Alpha Dramé du Parti des Verts, conseiller municipal genevois, tient à rappeler un fait significatif à ses yeux: Ricardo Lumengo qui vient d'être élu au Conseil national sur une liste socialiste (Berne) avait subi des injures racistes sur son propre site internet. Pour M. Dramé, la Suisse ne doit pas rester indifférente face à la montée d'un tel phénomène. «Dans cette situation, les Noirs ne sont que des boucs émissaires. La Suisse vit une crise du fédéralisme. Si on n'avait pas été là (les Africains, *ndlr*), ce serait la Romandie qui serait la proie de la Suisse alémanique. C'est tout le système helvétique qui traverse une crise», observe-t-il.

Ces hommes et femme politiques helvétiques issus du continent africain font-ils œuvre utile en s'exprimant ainsi sur cette affaire des moutons noirs de l'UDC? Mme Fellrath a laissé entendre qu'elle s'est posée la question à un moment. Serge Sagbo, de son côté, a pris



Contre les attaques racistes et xénophobes ces politiques suisses issus de la diaspora africaine ont tenu une conférence de presse le 19 septembre à Berne.

l'exemple de la communauté juive. Celle-ci a su se défendre face à l'antisémitisme. «La communauté noire a le droit de faire pareil», tranche-t-il.

Alpha Dramé affirme que ces élus locaux noirs ont réagi parce qu'ils se sont sentis agressés. «Les attaques xénophobes ne peuvent marcher que si les populations ne sont pas sensibilisées. Nous devons donc continuer le travail, et l'Etat se doit de soutenir tous les mouvements d'intégration.»

Déjouer le populisme

Toutes ces personnalités ont fait remarquer que leur prise de parole vise à amener les uns et les autres à l'acceptation des différences en Suisse tout en évitant de tomber dans le jeu des populistes xénophobes. Mme Fellrath précise que les figures politiques concernées ont l'obligation d'être irréprochables. «Je pense que nous devons afficher fièrement nos différences, mais ne pas les utiliser comme

une arme. Le jour où nous ne verrons plus la différence ou celle-ci ne sera plus marquée, nous aurons gagné notre intégration», déclare-t-elle.

M. Sagbo prophétise: «Je sais qu'il y a de la place et de l'avenir pour les hommes et les femmes compétents et honnêtes. La difficulté est de casser toutes les peurs et inquiétudes non justifiées.» M. Dramé, en guise de conclusion pense que «lorsqu'on arrive de chez soi en Suisse, on est comme un arbre dont on a coupé les racines, il faut transplanter cet arbre ici. Pour qu'il vive, il faut l'arroser, l'arroser abondamment. Mon combat consiste aussi à faciliter l'intégration des Africains de l'Ouest.» La tâche sera immense si le climat politique s'échauffe ainsi chaque fois qu'une échéance électorale s'annonce.

Modeste KADIRA

Droit d'asile

L'albinos, ce persécuté ignoré

L'albinisme est source de rejet et de persécution dans certains pays d'Afrique. Cette réalité invoquée par de rares requérants n'est pas prise en compte par le droit d'asile appliqué en Suisse.

Pathologie biogénétique caractérisée par une dépigmentation de la peau, des yeux et des cheveux, ainsi que par des affections oculaires, l'albinisme atteint aussi quelques Africains. Ceux-ci sont victimes d'exclusion, de marginalisation et de violences dans certains pays situés au centre et à l'Ouest du continent noir. Des exactions perpétrées au nom des préjugés et des coutumes contre les albinos y sont souvent meurtrières. Au Cameroun, au Congo ou au Mali, les albinos doivent relever de véritables défis et faire face à l'hostilité et au déni de la société discriminante dans laquelle ils vivent.

Vide juridique

Hamidou est un jeune homme albinos, originaire du nord du Cameroun. Il est demandeur d'asile en Suisse. Il est parti il y a un an de son village natal afin d'échapper à une mort sacrificielle. Il y a lieu de s'interroger sur l'issue de sa procédure, car «en droit suisse, l'albinisme n'est pas reconnu comme raison d'asile», selon Carla Zulauf, juriste à l'Organisation suisse d'aide au réfugiés (OSAR). Un vide juridique total. De toute évidence, Hamidou est un cas isolé.

La rédaction de Voix d'Exils a posé des questions. Pour être reconnu comme réfugié, le requérant doit être exposé à un sérieux préjudice pouvant attenter à sa vie.

Hamidou, en raison de sa différence physique par rapport à l'écrasante majorité de la population de son pays et au caractère hostile des rapports qu'il entretient avec sa société d'origine, craint pour son intégrité corporelle, voire pour sa vie. Pourquoi ne bénéficierait-il pas, faible et vulnérable, de la protection de l'Etat suisse? Carla Zulauf répond: «Pour être reconnu comme réfugié, il faut être exposé à de sérieux préjudices ou craindre à juste titre de l'être en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social déterminé ou de son opinion politique. Sont notamment considérés comme sérieux préjudices la mise en danger de la vie, de l'intégrité corporelle ou la privation de liberté, de même que des mesures qui entraînent une pression physique insupportable. Il y a lieu de tenir compte des motifs de fuite spé-

cifiques aux femmes. Pour la reconnaissance du statut de réfugié, il faut que l'Etat d'origine ne garantisse pas objectivement la sécurité de la personne». Pourtant Hamidou invoque dans sa demande la mise en danger de son intégrité corporelle et de sa vie, qui ne sont pas du tout garanties dans son pays.

Silence pesant

Né de parents noirs de peau, Hamidou a la peau très blanche, les yeux rouges, les cheveux roux. Ce «faux blanc noir», ainsi baptisé par certains voisins du foyer où il vit, ne sait plus finalement qui il est et où est sa véritable place.

Quel regard la Suisse pose-t-elle sur cette situation qui se révèle préoccupante? Le cas de Hamidou soulève des questions sociologiques, qui malheureusement butent contre le silence des experts. Quelles chances et possibilités d'intégration la Suisse offrirait-elle à ce jeune albinos en détresse? Pour le moment, les questions demeurent sans réponse.

Hamidou s'inquiète, car la perspective d'un rejet définitif de sa demande d'asile se profile à l'horizon.

Calixthe OYONO



Salif Keita, artiste africain reconnu, est albinos.



Nantenin, la nièce de l'artiste, également albinos, pose pour la pochette de l'album «Folon, the past» (1995), de Salif Keita.

La rédaction de Voix d'Exils donnera une suite à ce sujet dans le prochain numéro en recueillant les propos d'un sociologue et d'une jeune femme albinos dont l'intégrité corporelle et la vie ont été mises en danger dans son pays d'origine.

Procédure

Cherche preuves pour motiver ma demande d'asile

L'Office fédéral des migrations ne croit pas toujours aux allégations des requérants d'asile. Faut-il pour autant baisser les bras? Des associations aident les exilés à récolter des informations sur les pays qui violent les droits humains.

Parce qu'il en avait assez de voir d'autres requérants d'asile, comme lui, ne pas être crus dans leur témoignage auprès de l'Office fédéral des migrations (ODM), Bruno Saka Biramah a créé en 2005 l'Association des personnes victimes de violences et de persécutions exilées en Suisse (APVVPES). Ce Togolais âgé d'une quarantaine d'années explique avoir voulu ainsi «défendre tous ces militants qui, après avoir agi dans leur pays pour changer les choses, ont été contraints à l'exil et se sont retrouvés discriminés par la Suisse en raison d'absence de preuves tangibles».

Composée de onze membres originaires non seulement du Togo mais encore du Cameroun, du Rwanda et du Libéria, l'APVVPES entend récolter des informations sur les persécutions vécues dans les pays d'origine des requérants d'asile et les publier sur Internet. Le projet se heurte cependant à des difficultés financières, dues aux maigres ressources des personnes à défendre. Beaucoup d'entre elles craignent par ailleurs des représailles si elles parlent tout haut des exactions dont elles ont été victimes.

Travail en réseau

D'autres instances plus établies ont également pour but de faire connaître aux autorités et au grand public la situation réelle des pays où les droits humains sont bafoués. L'association Vivere, par exemple, soutient des initiatives dans une dizaine de pays oubliés des médias et des grandes opérations humanitaires, que ce soit en Afrique, en Europe de l'Est, en Asie centrale, au Moyen-Orient ou en Amérique du Sud. Son président, Mike Hoffman, explique que l'un des devoirs de son association est «de témoigner, et de dénoncer le plus largement possible ces violations. Au Congo par exemple, où des centaines de femmes sont violées et des populations massacrées chaque jour, les cris des ressortissants se doivent d'être écoutés». Mais si le travail de Vivere est une source d'information parmi d'autres pour les autorités, l'association ne vient pas en aide directement aux demandeurs d'asile en Suisse. L'association Vérité-Action a réussi, quant

à elle, à réunir notoriété et efficacité. Forts de leur propre vécu de réfugiés tunisiens, les instigateurs de cette association, créée en 1997, pourraient inspirer des migrants d'autres nationalités. Ils n'hésitent pas en effet à défendre des requérants d'asiles tunisiens exilés en Suisse pour des raisons politiques. L'association mène des enquêtes minutieuses à partir de réseaux locaux tunisiens (avocats, partis politiques et ONG) pour alerter les autorités suisses des circonstances de l'exil des intéressés. Elle entretient des relations suivies avec des organes tels que la Ligue tunisienne des droits de l'homme et l'Association internationale de soutien aux prisonniers politiques.

En Suisse, elle collabore avec Amnesty International, l'Organisation mondiale de lutte contre la torture (OMCT), l'Action catholique pour l'abolition de la torture (ACAT), la Haute Cour internationale pour les droits de l'homme... Son travail s'effectue également en collaboration avec les organismes onusiens, ce qui lui a permis de gagner en crédibilité auprès des autorités suisses, qui tiennent compte de ses recommandations dans le traitement des dossiers de demande d'asile.

En Tunisie, son site internet a été interdit, et certains membres du bureau exécutif ont été victimes de pressions et de menaces. Malgré ces difficultés, Vérité-Action se félicite des succès acquis depuis sa création : «Nous avons déposé plusieurs plaintes auprès du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève et la situation des droits de l'homme en Tunisie a bougé», affirme Safwa Aïssa,



Bruno Saka Biramah a créé en 2005 l'Association des personnes victimes de violences et de persécutions exilées en Suisse (APVVPES).

présidente de l'association. Pour qui le combat ne s'arrête pas à l'obtention du statut de réfugié : «Nous devons montrer à nos enfants et aux générations à venir que nous défendons une noble cause».

Pidice EGUI

Contacts :

- APVVPES: tél. 078 653 94 91
- Vivere: 021 626 12 60
- Vérité-Action: 079 703 26 11

Quelques témoignages de personnes étrangères permettent à Voix d'Exils d'exposer autrement le thème de l'intégration, entre faits concrets et expériences personnelles.

La Suisse comme seconde patrie

D'origine kosovare, Kadri Ferati est arrivé en Suisse en 1999 avec sa femme et leurs quatre enfants. Il y a quelques mois, la famille a obtenu le permis B. Fort de son expérience d'immigré, Kadri Ferati livre son analyse de l'intégration à la suisse.

L'intégration est un concept assez large. L'intégration, cela veut dire la capacité à s'incorporer dans tous les domaines de la vie, l'acceptation et le respect des lois et des règlements de la vie dans un endroit déterminé. L'intégration dans la société dépend essentiellement des institutions de l'Etat où se trouve l'immigré. Dans la société helvétique, l'intégration passe par diverses étapes, selon le type de permis délivré. Elle dépend aussi, en grande partie, des efforts déployés par la société et l'individu à s'accepter mutuellement. En ce qui concerne ma famille et moi, les autorités suisses, et particulièrement celles du canton du Jura, nous ont offert beaucoup de possibilités d'intégration, avant tout grâce aux cours de français, mais aussi grâce à d'autres cours et activités. Je voudrais souligner ici le grand travail que fait le Centre d'animation et de formation pour les femmes migrantes (CAFF) pour intégrer les femmes venant d'autres pays.

Des valeurs à partager

L'opinion a priori favorable, me semble-t-il, des citoyens suisses envers les étrangers est primordiale pour les demandeurs d'asile. Moi et ma famille ne pouvons pas nous plaindre du comportement généralement amical de nos voisins et des habitants de Porrentruy; l'attitude des autorités fut elle aussi fort correcte. De notre côté, nous avons fait beaucoup pour nous intégrer dans la vie quotidienne, cultivant des valeurs telles que la bienveillance et l'hospitalité, valeurs par ailleurs fondamentales de la culture albanaise. En acquérant le droit de séjourner en Suisse, nous estimons que ce pays est devenu notre deuxième patrie. De ce fait, nos droits et devoirs envers elle sont aussi importants qu'à l'égard de notre terre natale, le Kosovo.

Détermination et respect

La qualité de l'accueil, les conditions existantes, la chaleur de la population ne suffisent pas toujours pour s'intégrer. La détermination de l'individu joue un rôle capital. Dans cette voie, la culture de l'individu, mais aussi celle de la famille sont d'une importance cruciale. Et il y a



La cohabitation entre Suisses et étrangers exige le respect de soi-même et des autres.

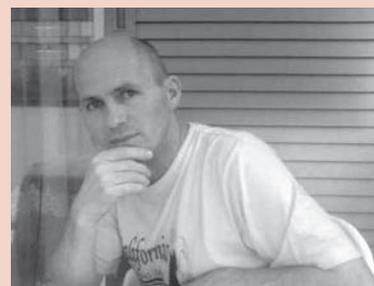
la notion de respect qui entre en ligne de compte: le respect de soi-même, le respect envers la famille, envers les voisins et les institutions ne peut qu'avoir des effets bénéfiques sur un processus d'intégration. Malheureusement, il existe en Suisse des milieux extrémistes et des groupes politiques xénophobes qui véhiculent une image négative des étrangers, espérant surtout remporter des victoires électorales. Ainsi s'installe une méfiance envers les étrangers qui peut ruiner des années d'efforts déployés pour s'intégrer. Heureusement nous n'avons pas dû, jusqu'ici, affronter des situations de ce genre. Au contraire, je peux affirmer que nous sommes fiers d'être dans le Jura et de cohabiter avec les citoyens du canton.

Envisager l'avenir

A mon avis, la maîtrise de la langue française, la possibilité de travailler, d'étudier et de s'engager dans diverses activités sont des conditions avantageuses et naturelles d'intégration. D'autre part, grâce à la bienveillance des voisins, grâce à l'aide du corps enseignant, des médecins, des travailleurs sociaux et de diverses associa-

tions, nous avons pu résoudre bien des problèmes et aplanir les soucis quotidiens. Notre santé psychique, ébranlée à la suite de notre fuite du Kosovo, s'est peu à peu améliorée. Nous avons pu reprendre progressivement une vie normale, ce qui a sans aucun doute facilité notre intégration. Mois après mois, les traumatismes de guerre se sont estompés et nous avons enfin pu envisager l'avenir.

Kadri FERATI



Kadri Ferati «Il y a des groupes xénophobes qui véhiculent une image négative des étrangers.»

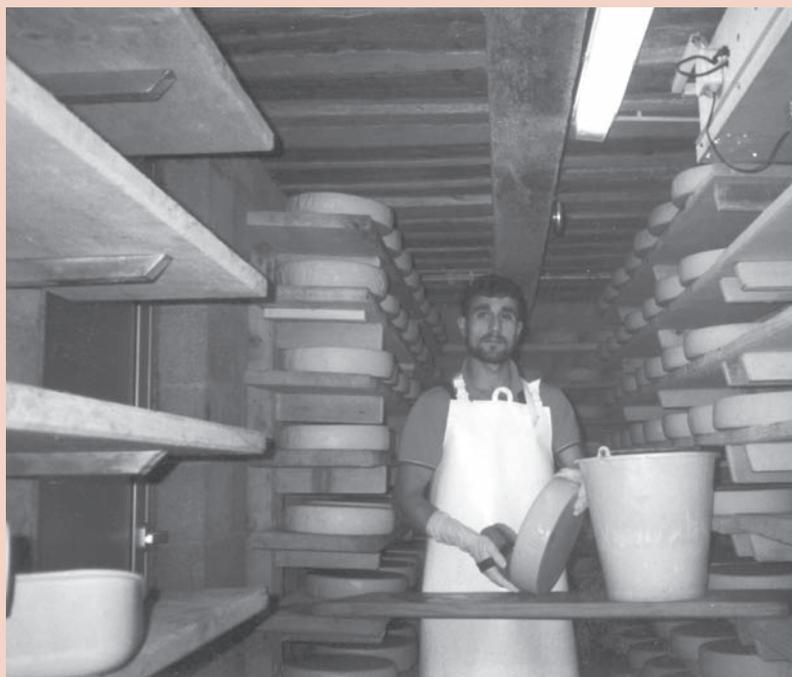
Un Irakien dans les alpages valaisans

Atta Hadi vient du Kurdistan Irakien. Il est arrivé très jeune en Suisse, à 19 ans. Plus que d'autres, peut-être, il a connu la solitude, le déracinement. Mais il a surmonté les difficultés une à une et a su saisir jusqu'à la plus petite chance qui s'offrait à lui.

Pour Atta Hadi, la rencontre avec la Suisse s'est faite dans la douleur. Tout le désarçonnait, la langue, le mode de vie, jusqu'à l'habitude qu'on a, en terre valaisanne, de ne pas saluer des inconnus que l'on croise sur son chemin. Hadi raconte : « Cela ne se faisait pas du tout chez moi ; au début, je pensais que les gens étaient racistes, qu'ils étaient hostiles. J'ai compris plus tard que c'est par incompréhension que je me suis imaginé tout cela. »

Fromager diplômé

Hadi a un grand atout : il est ouvert et travailleur. Avec ces deux qualités, il va rapidement trouver le contact avec sa société d'accueil. Il fait l'effort d'apprendre le français, puis engrange les expériences professionnelles : il garde les vaches, il travaille à la cuisine du centre pour requérants d'asile d'Ardon ; il passe ensuite une saison à l'alpage de Randonne, au-dessus de Fully, comme aide-fromager. Il aurait pu en rester là, mais le responsable du foyer d'Ardon l'encourage à suivre une formation de fromager. Le voilà à l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf, seul étranger de la volée, malgré les doutes et la tentation d'abandonner qui pointe parfois. Le responsable de formation est chaleureux, il l'encourage et accepte qu'il passe son examen par une épreuve orale, car son français écrit est encore faible. Et c'est comme fromager diplômé que Hadi passe sa deuxième saison à l'alpage de Randonne. Il fait sienne cette vie inattendue dans laquelle les tâches se suivent à un rythme soutenu : réveil à 4 heures moins le quart, traite des 150 vaches jusqu'à 6 heures, puis fabrication d'une vingtaine de fromages par jour. Hadi le dit tout net : il aime son métier et veut continuer dans cette voie. Il est confiant dans sa valeur, il sait que son travail est irréprochable. Ses fromages n'ont pas encombré longtemps la cave de son patron qui les a tous vendus en un temps record. Plutôt fier, Hadi raconte : « J'en avais gardé un pour moi, c'était le dernier, mais mon patron m'a dit qu'il avait dû le vendre à un client. »



Fromager diplômé, Hadi passe sa deuxième saison à l'alpage de Randonne.

Hadi est intégré au point d'être critique sur ses conditions de travail ; conscient de ses droits, il constate : « certains employeurs ont tendance à profiter des requérants d'asile ; si les conditions de travail ne sont pas bonnes sur un alpage, je ne me fais pas de souci : je peux, avec mon diplôme, chercher un autre emploi, et je le trouverai sans peine : il n'y a pas moins de 180 alpages en Valais ! »

Un réseau d'amis

On pourrait penser que sa profession l'a mis à l'écart de la société. Il n'en est rien ! Les propriétaires de vaches, en Valais plus qu'ailleurs, sont des passionnés. Il ne se passe pas un jour sans que l'un d'entre eux viennent prendre des nouvelles du troupeau. C'est même grâce au fils d'un de ces propriétaires que Hadi vient d'entrer, tout dernièrement, dans l'équipe de football de Fully. Aujourd'hui, Hadi a un permis F, un diplôme suisse, un

employeur. Il a une vie équilibrée, s'est fait des amis suisses, garçons et filles. Il raconte : « Ma vie a changé. Par exemple, les premières années, j'ai passé Noël dans le milieu des requérants d'asile, comme dans un cocon ; depuis deux ans, c'est avec des amis que j'ai passé les fêtes. Et je me réjouis du prochain Noël, que je devrais passer en compagnie de mon frère, qui vient de s'installer en Suède. » Ce qui lui manque encore, pour avoir le sentiment de vivre véritablement comme tout le monde, c'est de dépasser les limites inhérentes à son permis F et pouvoir voyager à sa guise, par exemple. Hadi espère obtenir un jour un permis B, qu'il considérerait comme la consécration de son parcours en Suisse.

Rédaction valaisanne.

«La langue et le travail ne sont que deux pétales de la fleur»

L'intégration vue par Brigitte Zilocchi, diacre, médiatrice Eglise-Migrations, directrice du Point d'Appui et ex-étrangère.

En cet après-midi hivernal, une seule bénévoles assure le travail dans la salle d'accueil du Point d'Appui, qui habituellement reçoit tout un monde au centre-ville de Lausanne: requérants d'asile, réfugiés, étrangers de tous les pays et personnes en difficulté de tout genre. Dans la salle, seul un couple isolé discute ce jour-là autour d'une tasse de café. Les grands froids ont visiblement contraint les autres à rester chez eux.

Dans le bureau de Brigitte Zilocchi, Suissesse d'adoption d'origine allemande, les civilisations des cinq continents se donnent rendez-vous: paysage africain sur une peau de bête accrochée au mur, tableau en bronze, figurines et statuettes, images et autres objets sud-américains.

«Je n'ai pas eu de problème de langue ni de travail quand je suis arrivée en Suisse, mais c'est au moment où j'ai reçu mon passeport à croix blanche que je me suis sentie véritablement intégrée», se souvient la médiatrice Eglises-Migrations, directrice du Point d'Appui à Lausanne, un lieu consacré à l'accueil des migrants de tout statut.

Pour cette diacre de l'Eglise protestante, le terme d'intégration, tant médiatisé aujourd'hui, ne doit pas être assimilé à la connaissance d'une langue parlée en Suisse et à la pratique d'un emploi rémunéré, comme tendent à le penser les autorités fédérales. «C'est, dit-elle, un état d'esprit, une chose complexe, en ce sens qu'un jour je me sens bien intégrée et un autre jour, non. La langue et le travail ne sont que deux pétales de la fleur.»

Les Suisses frileux

Brigitte Zilocchi reçoit des dizaines de personnes par semaine au Point d'appui, qui donne entre autres des cours de français pour soutenir les migrants. «On n'a pas besoin d'investir toutes les ressources dans le domaine de la langue. Les étrangers doivent avant tout être bien accueillis et acceptés par la société. Leur appartenance consciente à cette société les poussera à connaître alors ses us et coutumes. Tout ceci inscrit le migrant dans le concept de l'intégration», relève la directrice du Point d'appui. Elle-même migrante au départ, elle estime que les Suisses n'aiment pas trop aller vers les autres. Elle se souvient d'une collègue de travail qui, jadis, avait promis de l'inviter chez elle mais



Chez Brigitte Zilocchi, les civilisations des cinq continents se donnent rendez-vous

©VDE / Oedice Equi

qui avait pourtant attendu des mois pour le faire. «Même au Point d'appui, il est rarissime de voir un bénévole inviter un migrant chez lui, alors qu'ils se côtoient assez souvent.» Face à ce genre de situation, le migrant doit faire le premier pas, recommande-t-elle, «ce qui n'est pas toujours aisé, lorsqu'il s'agit de l'occurrence de demandeurs d'asile dont le quotidien est semé d'embûches de toutes sortes. Il existe pourtant des canaux par lesquels des contacts sont plus faciles: équipes de football, jeux de société, ou encore l'Eglise.»

Intégrations réussies

Brigitte Zilocchi se rappelle ainsi de plusieurs cas d'intégration réussie qui l'ont beaucoup marquée. Celui par exemple d'un jeune Togolais qui avait intégré une chorale depuis déjà cinq ans, et à cause de qui la chorale a annulé un jour une sortie hors de Suisse parce qu'il n'avait pas l'autorisation de voyager. Celui encore d'un requérant d'asile macédonien devenu capitaine de l'équipe d'échecs de sa commune. Sans oublier que c'est par le biais de l'Eglise qu'elle-même s'est bien intégrée en Suisse.

Mais malgré le rôle majeur que peut jouer l'Eglise dans un parcours d'intégration, la diacre constate une nouvelle tendance depuis quelques années: l'émergence d'Eglises existant en autarcie, où se regroupent presque uniquement des Africains. «Cette pratique est de nature à renforcer le repli sur soi ou sur sa communauté d'origine», s'inquiète un peu Brigitte Zilocchi.

Pidice EGUI

Emploi: corde sensible de l'intégration des étrangers

Si le conseil fédéral met en avant l'importance de la maîtrise d'une langue comme solution clé à l'intégration des étrangers, ces derniers mettent plutôt l'accent sur les inégalités constatées sur le marché de l'emploi.

Plusieurs organisations d'étrangers établis en Suisse ne ratent jamais une occasion de souligner le rôle important des immigrés dans la bonne marche de l'économie suisse; une heure de travail sur quatre est exécutée par une personne de nationalité étrangère. L'Office fédéral des migrations (ODM) a mené une étude sur la question. Les conclusions de son rapport confirment cette donnée. Au premier semestre 2004, par exemple, les ressortissants étrangers représentaient 25,2% des 4,176 millions de personnes exerçant une activité lucrative en Suisse, soit 1,053 million. 77,9% d'entre eux étaient titulaires d'une autorisation d'établissement ou de séjour, les 22,1% restants étaient composés de frontaliers, de titulaires d'une autorisation de courte durée et de personnes relevant du domaine de l'asile.

Le volume de travail fourni par les personnes étrangères est légèrement

supérieur à leur pourcentage dans la population active. Ce fait démontre que le travail à temps partiel est moins répandu (22,9% en 2004) chez les étrangers que chez les personnes actives suisses (33,9%).

Conditions difficiles

Un bémol tout de même. Il y a une sur-représentation des employés étrangers dans l'hôtellerie, la restauration, les services domestiques, la construction et l'industrie. Dans l'hôtellerie et la restauration, plus de la moitié (52,6%) du volume de travail est exécutée par des ressortissants étrangers. Ce taux tombe à un tiers dans la construction; c'est le résultat d'une vague de suppression d'emplois dans les années 90. En moyenne, les conditions de travail difficiles touchent plus particulièrement la main-d'œuvre étrangère que les Suisses. C'est le cas du travail de nuit et par équipe. Il est plus répandu dans cer-

tains groupes de travailleurs étrangers, notamment les ressortissants des pays non européens.

Un tiers des travailleurs étrangers (surtout des non Européens) n'a pas de diplôme sanctionnant une formation post-scolarité obligatoire. L'ODM constate qu'un tiers de la population étrangère active (contre 11% de la population suisse) n'a pas poursuivi ses études au-delà de la scolarité obligatoire. Les diplômés d'une haute école sont plus nombreux parmi les ressortissants étrangers que parmi les personnes ayant un passeport suisse (18% contre 11%). Mais tous les étrangers ne sont pas logés à la même enseigne; entre les Européens et les autres, là encore, le fossé se creuse. La promotion de l'intégration des étrangers devra d'abord dissoudre cette grande difficulté. Tel est le souhait évoqué avec insistance par les associations d'étrangers.

La Rédaction

Commentaire

L'intégration ne se décrète pas

L'intégration passe par la connaissance de la langue: tel est le refrain des autorités helvétiques. Cette idée largement diffusée est pourtant contestable à plusieurs égards. Tous ceux qui postulent pour l'asile ne sont pas forcément vierges en français ou en allemand. Pour les hommes et les femmes qui maîtrisent les langues helvétiques, il est évident que l'intégration passe par autre chose.

Apprendre une des langues nationales ne suffit guère à s'intégrer. Personne ne conteste que le minimum pour un étranger est de pouvoir communiquer avec son nouvel environnement. Mais quand on regroupe les requérants d'asile dans des sortes de ghettos, pense-t-on vraiment aux conséquences? A quoi sert d'apprendre une langue pour soliloquer, ou pour discuter entre comparses à longueur de journée sur les conditions misérables de vie dans les centres d'hébergement?

L'intégration est un processus qui suppose l'implication des deux parties, à savoir les étrangers et la société d'accueil. Et pourtant, mention n'est jamais faite des responsabilités de cette dernière dans les appels à l'intégration. Comme si l'intégration se décrétait. Pire, aux yeux de cette société, les requérants d'asile sont largement considérés comme des profiteurs, des parasites et des criminels. Certains disent même qu'il faudrait les enfermer dans des camps.



A quoi bon perdre son temps à apprendre une langue? Une question que de nombreux requérants d'asile se posent, confinés dans les centres d'hébergement.

Par ces discours, on paralyse cyniquement le mécanisme de l'intégration. La connaissance de la langue, dans ce cas, n'aura qu'un mérite: permettre aux requérants d'asile de se défendre contre les idées reçues. Encore faudrait-il qu'ils aient l'occasion de donner leur avis.

KPOGLI Komla Etsomanya

Clin d'œil

Les cinq continents jettent des ponts à Martigny

Chaque année en juin, la Fête des cinq continents, organisée par le Centre de loisirs et de culture de Vorziers, prend ses quartiers à Martigny dans un joyeux tourbillon de musiques, de saveurs et d'accents venus souvent de très loin. Pendant deux jours, le thé au gingembre et le poulet massala volent la vedette aux sacro-saints fendant et raclette du Vieux Pays. Sacrilège? Pas du tout! Le public en redemande: l'édition 2007 a battu tous les records de fréquentation avec près de 20'000 visiteurs. Nous avons demandé à quelques-uns d'entre eux, Suisses et étrangers, de nous dire quel regard ils portaient sur la fête, mais aussi sur la politique d'accueil de la Suisse.

Olivier, Kimiko et Samira (Suisse et Japon)

Une ouverture au monde entier, à différentes cultures et nourritures. La solidarité. La loi est très stricte. Il faut arrêter de renvoyer les personnes qui se comportent bien



Catherine (Suisse et Italie)

La rencontre des cultures. Je me sens citoyenne du monde. La politique d'accueil est la pire! Les lois sur l'asile sont inhumaines, cruelles et dangereuses. Il faut amener l'ouverture, la rencontre, le partage.



Marie (Suisse)

Un mélange de toutes les couleurs humaines, musicales et culturelles. J'y viens toutes les années et j'ai au fond de mon cœur un espoir, celui de voir un jour le monde ressembler à cette fête. La Suisse se replie sur elle-même; malheureusement, l'interdiction de travailler imposée aux requérants d'asile les pousse parfois à des comportements marginaux et cela exacerbe le sentiment d'insécurité du peuple suisse qui adopte alors des attitudes xénophobes. Que les requérants puissent travailler et participer à des travaux d'utilité publique: rien de mieux pour préserver leur dignité et rassurer les autochtones.



Dina, Philippe et Mary-Jo (République démocratique du Congo)



C'est comme un arbre sous lequel des personnes de divers horizons et continents se rencontrent et échangent leurs idées. La fête permet aux gens de se connaître et de s'accepter malgré la diversité des cultures. La politique d'accueil est bonne et bien structurée; elle permet aux migrants qui sortent de la guerre de retrouver sérénité et sécurité. Il faut permettre aux anciens requérants d'asile et aux réfugiés de jouer un rôle dans le dispositif d'accueil et de formation pour faciliter l'intégration des nouveaux arrivants.

Propos recueillis par Urna et Betty TCHATO
Photos Gholam KHATIBI

Visite

Quand de jeunes alémaniques vont à la rencontre des requérants d'asile

Dans le cadre d'un projet d'étude, un groupe d'élèves de l'école cantonale de Reussbühl, dans le canton de Lucerne, a visité l'univers des demandeurs d'asile genevois.

Regard à la fois émerveillé et interrogateur, quinze élèves lucernois sont venus à la rencontre des demandeurs d'asile du bout du lac afin de toucher du doigt le quotidien de ces étrangers dont on parle tant en des termes souvent négatifs. Assoiffés d'informations, foulant le sol genevois pour la première fois le 24 septembre dernier, ils ont voulu tout savoir sur le monde de l'asile en multipliant des visites dans la cité de Calvin. Ils se sont attardés longtemps dans les locaux de l'Hospice général, surtout dans les ateliers de formation pour requérants d'asile de la rue Rothschild.

Les membres de la rédaction de Voix d'Exils ont vu à cette occasion leur rôle s'inverser; ils ont été priés par les visiteurs de répondre aux questions plutôt que de les poser. Sous la conduite de l'enseignant Christian Falleger, la délégation lucernoise a engagé une longue discussion afin d'assouvir son désir de découverte du milieu de l'asile.

Partir c'est mourir un peu

Le parcours individuel de chacun des interlocuteurs, du pays d'origine jusqu'en Suisse, les intéressait fortement. Comment avez-vous fait pour quitter votre pays pour arriver en Suisse? Pourquoi avez-vous choisi la Suisse plutôt qu'un autre pays? Pourriez-vous retourner dans votre pays? A toutes ces questions, les rédacteurs présents ont répondu avec franchise, faisant savoir aux visiteurs que dans le chaos, on cherche d'abord à sauver sa peau. On ne choisit pas d'avance le pays où l'on trouverait refuge, surtout en cette période de durcissement du droit d'asile dans les pays européens. Pour quitter l'Irak, le Congo ou l'Éthiopie, il n'y a pas que la pirogue ou la traversée du désert à pied. Sinon il n'y aurait pas en Suisse et en Europe un nombre important de requérants d'asile venant de si loin. Heureusement! Quitter son pays et sa famille, c'est mourir un peu; évidemment, tout exilé caresse l'espoir de retrouver les siens sur sa terre natale. La vie du requérant d'asile n'a rien à voir avec celle d'un Suisse. Celle du premier n'est rien d'autre que la survie dans un cadre très limité; tout est rythmé par l'angoisse, la peur d'être renvoyé du jour au lendemain. Les échanges étaient animés et directs, pour le plus grand bonheur de ces jeunes qui ont con-



Les jeunes visiteurs lucernois ont longtemps débattu avec les rédacteurs genevois de Voix d'Exils afin d'assouvir leur désir de découverte du milieu de l'asile.

fronté des idées reçues et des images vues à la télévision avec des récits de requérants d'asile en chair et en os. Certains de ces élèves ont déclaré, un tantinet émus, avoir entendu là des choses inédites.

Après plus d'une heure et demie de débats, les élèves de Reussbühl ont visiblement récolté assez d'informations pour une visite guidée du plus grand foyer pour requérants d'asile de Suisse romande, celui des Tattes. Les associations AGORA, Genève roule, ainsi que le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) ont aussi reçu la visite de la délégation lucernoise.

Immersion par le sport

Le lendemain, sur l'initiative de Pierre Dürrenmatt, pasteur protestant à l'AGORA, un match amical de football a réuni sur le terrain du centre des Eaux les jeunes visiteurs et quelques demandeurs d'asile touchés par une décision de non-entrée en matière (NEM). Pierre Dürrenmatt

a expliqué qu'il voulait susciter à travers ce match une prise de conscience sur la situation que vivent ces personnes. Mars, personne NEM originaire du Nigeria, s'est réjoui de pouvoir dialoguer avec des jeunes venus de Suisse alémanique autour du ballon. Il a aussi émis la crainte de ne pas voir cette expérience se renouveler. Interrogé sur le comportement de ses partenaires de jeu d'un jour, un des jeunes élèves a dit: «Ils sont très sympathiques, mais moins ouverts. On comprend qu'ils ont de réels problèmes». Un autre a renchéri: «Je trouve vraiment triste la situation qu'ils vivent». En ce qui concerne la politique d'asile appliquée en Suisse, ces élèves sont restés évasifs dans leurs réponses. A la fin de la visite, un autre gymnasiens a fait cette remarque: «On rencontre aussi beaucoup d'étrangers à Lucerne, mais on n'a jamais réalisé que certains vivaient des situations aussi pénibles». Paroles de jeunes!

Modeste KADIRA & Jeannette M'BETA



«Une expérience authentique»

De retour à Lucerne, Christian Falleger, l'enseignant qui a conduit le groupe de lycéens à Genève, a tiré un bilan sur le séjour genevois de ses protégés.

Voix d'Exils: Vos élèves ont-ils appris quelque chose de cette visite ?

Christian Falleger: Pour répondre à votre question, j'aimerais juste citer un élève qui a effectué cette visite. Il s'agit de Michael Suter, 18 ans. «Jamais un projet au lycée n'a été aussi instructif et intéressant que celui-là».

Pourquoi avez-vous choisi Genève ?

Genève est la ville idéale pour observer la combinaison des trois niveaux de gestion de l'asile. Les dispositifs cantonal, national (centre d'hébergement des Tattes et l'aéroport) et international (institutions onusiennes) y sont représentés.

Quel objectif cherchiez-vous à atteindre à travers cette visite ?

Nous avons voulu tester nos exigences relatives aux connaissances humaines et linguistiques,

en les mettant en rapport avec le savoir de base des élèves sur la question de l'asile ainsi que leurs connaissances sur la citoyenneté et la démocratie. A la fin de la semaine, les élèves ont fait une exposition avec une documentation très riche de leurs expériences; ils ont débattu de manière vive lors d'une compétition «Jeunesse-débat» et ont prouvé qu'ils ont acquis une réflexion approfondie au sujet de l'asile.

D'après les feed-back des élèves, ce voyage à Genève a été instructif, sur le plan de l'expérience de terrain, de l'hospitalité et des contacts. Les élèves ont bien apprécié les visites sur les différents sites. C'est une expérience authentique, vécue. Leur connaissance de l'asile a pris une autre dimension.

Propos recueillis par Modeste KADIRA et Jeannette M'BETA



©VDE/Andy Mack

Christian Falleger



Le racisme, inacceptable dans le football

Dans le cadre de la semaine d'action contre le racisme, un match de football a opposé, le lundi 15 octobre au Stade de Colovray à Nyon, une équipe composée des membres du personnel de l'Union européenne de football amateur (UEFA) aux footballeurs de l'Organisation sportive Africa-Suisse. Celle-ci œuvre pour l'intégration des Africains en Suisse par le canal du sport. Composée notamment de requérants d'asile, cette formation a eu droit d'abord à une visite guidée du siège de la plus haute instance du football européen. Sur le terrain, le match s'est soldé par un score de 3 buts à 1 en faveur des visiteurs africains. Organisée par le Football Against Racism in Europe (FARE), partenaire de l'UEFA dans la lutte contre le racisme et l'intolérance dans le football, cette rencontre fait partie intégrante d'une série d'activités et initiatives lancées chaque année pour faire prendre conscience aux supporters et footballeurs européens des dangers du racisme, au sein et à l'extérieur des stades.

Andy MACK



©VDE/Modeste Kadira

Bien qu'improvisé, le match amical de football entre jeunes visiteurs alémaniques et quelques demandeurs d'asile touchés par une décision de non-entrée en matière (NEM) de Genève répondait à l'appel du Football Against Racism in Europe (FARE).

Anniversaire

Courrendlin, un petit village proche de ses étrangers

La commune de Courrendlin, à quelques kilomètres de Delémont en direction de Bienne, abrite un centre de requérants d'asile depuis 1987. Il fête cette année ses 20 ans de service.

Dans le Jura, la commune de Courrendlin est une des plus ouvertes aux étrangers. C'est là que l'Association jurassienne d'accueil des demandeurs d'asile (AJADA) tient un centre pour requérants. Il existe des relations étroites entre les autorités, les écoles, les sociétés locales, la population en général et le centre et ses occupants. La vie est paisible pour les familles qui y résident. Les habitants du village sont très courtois et le montrent par des sourires et des salutations chaleureuses. Il est rare de rencontrer quelqu'un sans se souhaiter une bonne journée. Des mots simples qui traduisent les qualités de cœur des villageois. A l'époque du problème cambodgien, quand un contingent de réfugiés arriva en Suisse, le village y accueillit plusieurs familles.

Apprendre à se connaître

Les travailleurs sociaux ont toujours œuvré afin que les résidents du centre s'intègrent peu à peu, avec l'appui des autorités communales, au sein de la communauté. Ainsi, des activités ont été organisées en partenariat avec la commune, dans le cadre de la «Journée internationale du réfugié» ou de «Ça me dit bien», animation festive du village. En outre, à la demande de la commune, les diverses ethnies du centre ont eu l'occasion de présenter leur culture lors de manifestations (cuisine, défilés de mode, chants). Le centre a également organisé des activités de sensibilisation dans des écoles, avec l'appui de l'OSAR (Organisation suisse d'aide aux réfugiés): les élèves faisaient ainsi part de leur expérience de l'exil, mettaient en scène des simulations des guerres et des crises sociales qui sont en partie à l'origine de la vague de migration des pays en voie de développement vers l'Europe. Ces activités furent couronnées de succès et se répandirent dans le canton.

Scolarisation

La scolarisation des enfants est une obligation légale en Suisse. «Grâce à un encadrement scolaire de qualité, l'insertion des petits requérants dans les classes du village se passe bien», affirme le maire Pascal Schindelholz. A l'occasion de certains anniversaires, les enfants et les parents de toutes les nationalités se retrouvent au centre afin de fêter l'événement. Selon Babette, travailleuse sociale, «on est dans un endroit très ouvert! La commune l'est également, ce qui nous rend la tâche plus aisée. Mais



©VDF/Claude Saunier

Pascal Schindelholz, maire de Courrendlin: «La présence du centre d'hébergement est un enrichissement pour la commune, aux niveaux scolaire, commercial et culturel.»

ça n'a pas toujours été facile, car cela implique des contacts, des relations, un travail de tous les jours».

Pendant ces vingt ans d'existence, le centre a connu des moments difficiles, surtout lorsque les autorités fédérales estimaient ses dépenses trop élevées (loyer, chauffage) et envisageaient de le fermer. Heureusement, les difficultés ont été surmontées. Le centre est toujours dans le même immeuble qu'il y a vingt ans. Si à cette époque, un seul appartement était loué, aujourd'hui le bâtiment entier a été acquis par l'AJADA, avec l'aval du canton.

Monsieur le maire a la parole

Pascal Schindelholz, membre du Conseil communal pendant dix ans, occupe, depuis huit ans, le poste de maire. Il fait partie des autorités du

village depuis la création du centre et son bilan est très positif. «La présence du centre est un enrichissement pour la commune, aux niveaux scolaire, commercial et culturel. Il existe environ vingt-sept sociétés dans le village (sports, culture et commerce notamment) et la plupart d'entre elles voient d'un bon œil la présence du centre. Toutes les années, lors de la Fête du village, ses résidents y sont cordialement invités; il y a aussi des échanges pendant les marchés d'artisanat. Tout cela est très convivial. On va continuer à travailler ensemble, car on n'a jamais eu de problèmes. Je n'y voit que des avantages. Aujourd'hui, je n' imagine pas la commune sans le centre!» La satisfaction du maire de Courrendlin est réjouissante.

Pedro YABA



Fermeture de foyer

Tchao Simplon !

Le centre d'hébergement du Simplon à Porrentruy va fermer ses portes dans quelques mois, après 23 ans de bons et loyaux services. La location des bâtiments coûte cher au canton du Jura. Le personnel sera en partie licencié, ses résidents transférés.

Les premiers requérants ont emménagé en mars 1985 dans les deux étages supérieurs de l'ancien hôtel du Simplon, immeuble fatigué qui devait son nom à la ligne de chemin de fer Berne – Lötschberg – Simplon. A l'époque de sa construction, à la fin du XIXe siècle, le point de rencontre des frontières suisse, française et allemande s'était déplacé de Bâle vers la région de Porrentruy. On le sait, l'Alsace était allemande, car la France avait perdu la guerre de 1870 qui l'opposa au Kaiser. Cette ligne de chemin de fer avait donc pris une importance considérable pour le trafic nord-sud. La victoire des Alliées, en 1918, a repoussé la frontière à Bâle.

Les premiers pas

A l'arrivée des premiers requérants, le rez-de-chaussée et le premier étage étaient occupés par un restaurant exotique. Restaient les 2^e et 3^e étages. Tout était à faire, tout était nouveau. Un seul travailleur social, peu expérimenté, œuvrait sur place pour s'occuper d'une vingtaine de personnes. Quelques mois plus tard, en août 1985, l'Association jurassienne d'accueil des demandeurs d'asile (AJADA) était créée. Avec les années, l'immeuble de trois étages, situé en face de la gare, comprenant 24 chambres, des combles, une grande cuisine, un sous-sol et un vaste rez-de-chaussée (où se logèrent les bureaux) fut mis à la disposition des requérants dans sa totalité. Au cours des ans, divers travaux de rénovation (façade, fenêtres, portes, toiture, douches, chaudière, cuisines, etc.) améliorèrent le bien-être des résidents et des travailleurs sociaux.

Fin de règne

Alors que les fêtes de fin d'année approchent, les nuages se sont accumulés sur le centre du Simplon. Les sapins de Noël et les cadeaux ne feront sourire personne. L'entrée en vigueur en 2008 des nouvelles dispositions de la Loi sur l'asile va bouleverser le financement de l'accueil et de l'encadrement des requérants. Ceux du Simplon verront leur existence chamboulée dans les semaines à venir: l'exclusion de l'aide sociale et un avenir incertain pour les requérants dont les dossiers sont définitivement clos et qui ne répondent à aucun critère de régularisation, un changement de centre et de district pour les autres, permis F, dossiers



©VDE/Claude Saunier

Été 2006: des travaux ont été encore effectués.

en cours. Ceux qui travaillent s'installeront sans doute dans un studio.

La plupart des requérants frappés par les nouvelles mesures (Congolais, Afghans, Angolais, Guinéens, Ivoiriens) ne souhaitent pas s'intégrer dans un programme d'aide au retour. Ce sera donc un pays voisin («Pas la France, s'écrie un Congolais, c'est pire !») ou la clandestinité en Suisse. La plupart d'entre eux s'évanouiront dans la nature avant Noël.

D'un centre à l'autre...

L'AJADA est propriétaire de trois centres: le premier accueil, à Belfond, près de Saignelégier, et deux résidences dans le district de Delémont, à quelques kilomètres du chef-lieu jurassien. L'une des résidences, le centre de Bellerive, est située sur la route de Bâle, au bord d'une rivière, dans une ancienne maison de maître tombée en déshérence, au milieu d'un grand jardin. Pour ceux qui aiment le calme et la rêverie. L'autre, sise dans un

immeuble locatif, se trouve dans un tout autre environnement; à quelques mètres de la route cantonale qui conduit à Bienne, elle côtoie un supermarché, un casino, un dancing. Pour ceux qui aiment le bruit et l'animation.

Les résidents du Simplon ont déjà leur préférence (mais le dernier mot ne leur reviendra pas): «Bellerive est trop calme! Moi j'aime l'animation, je veux aller à Courrendlin», lance un jeune Irakien. «J'ai des amis à Bellerive et il y a des requérantes», murmure un Erythréen. «Mon cousin habite à Bienne; si je suis transféré à Courrendlin, je pourrai lui rendre visite plus facilement», ajoute un Sri Lankais. Et ainsi de suite. Impossible de satisfaire tout le monde.

Voilà. Le Simplon, le plus grand centre du Jura, celui qui accueillit le plus grand nombre de requérants en deuxième accueil, va fermer ses portes. Rideau. Il n'y a plus rien à voir.

Rédaction jurassienne

Parcours

La Bosnie, La Chaux-de-Fonds et l'amour de l'horloge

Motivée par son désir de travailler un jour pour l'une des marques horlogères suisses, Suada Haznedarevic vient de réussir brillamment une première formation en horlogerie qui lui offre la perspective d'un avenir plus gai que sa réalité quotidienne de requérante d'asile.

Suada Haznedarevic est arrivée de Bosnie-Herzégovine en Suisse avec son mari et leurs deux enfants en 2002. Attribués au canton de Neuchâtel, ils passent quelques mois dans un centre de premier accueil avant d'être transférés à La Chaux-de-Fonds. Dès ses premiers jours dans la cité horlogère, Suada caresse le rêve de travailler dans l'une des manufactures horlogères célèbres dont elle connaissait les noms auparavant.

Consciente de l'importance de parler la langue de son pays d'accueil, elle commence aussitôt à fréquenter des cours de français. Hélas ! Elle doit interrompre son apprentissage pour s'occuper de son mari, blessé à la guerre et dont l'état de santé se détériore, et de ses deux enfants. Toutefois, sa volonté reste intacte.

Petits jobs

Dès que l'occasion se présente, Suada commence un stage à Tricouti (atelier de couture pour femmes) et effectue en même temps de petits jobs pour essayer de se frayer un chemin sur le marché du travail, difficile d'accès avec son permis F. C'est à Tricouti qu'elle tombe sur une brochure présentant un cours en horlogerie et demande à son assistant social de l'inscrire à cette formation. Environ trois mois plus tard, elle apprend qu'elle est admise à l'examen d'entrée qui a lieu au Centre interrégional de formation des Montagnes neuchâteloises (CIFOM) au Locle. «J'étais très stressée pendant l'examen, explique Suada Haznedarevic. Durant les 10 jours qui ont suivi le test, je n'arrêtais pas de téléphoner aux responsables de l'Office social de l'asile pour m'enquérir du résultat». Après tant d'attente et d'angoisse, elle apprend avec beaucoup d'émotion qu'elle a réussi l'examen et pourra bientôt commencer la formation. À raison de 5 jours par semaine à plein temps, Suada fréquente les cours pendant 3 mois et demi, jusqu'au 20 octobre 2007. «J'étais beaucoup plus à l'aise avec la pratique qu'avec la théorie, surtout à cause des difficultés en français et du stress qui accompagnait les premiers jours, admet Suada. En fait, j'ai besoin d'un certain temps pour m'adapter à un nouvel environnement, me familiariser avec les nouvelles personnes et me mettre en confiance,» renchérit-elle. Ainsi, les premiers tests



↑ Suada Haznedarevic est dans l'attente d'une autorisation de travail.

s'avèrent difficiles et stressants, mais elle ne se laisse pas décourager.

Diplôme en posage-empoilage

Aidée par les formateurs et armée de son caractère de femme battante, Suada progresse et réalise de très bonnes notes. À l'arrivée, ses efforts sont couronnés par l'obtention d'un diplôme en posage-empoilage. «J'ai mis énormément d'énergie pour réussir ce cours». Tout en continuant à cultiver sa passion pour la montre, ses mouvements et sa structure, Suada Haznedarevic décide de ne pas enchaîner immédiatement avec le cours d'assemblage. «J'espère faire d'autres cours plus tard, mais pour l'instant, je préfère chercher du travail et me consacrer davantage à ma famille qui m'est très précieuse».

Pendant notre entretien, elle reçoit un coup de fil d'une fabrique horlogère de La Chaux-

de-Fonds lui donnant rendez-vous pour un entretien d'embauche le lendemain. Nous avons appris plus tard qu'elle a été engagée et attend maintenant l'autorisation de commencer à travailler.

«Je voudrais remercier toutes les personnes qui m'ont aidée dès le début, à Tricouti, au CIFOM et à l'Office social de l'asile. Je leur suis très reconnaissante pour leur soutien et leur encouragement», tient à dire Suada Haznedarevic, qui souhaite également rappeler à toutes les femmes migrantes l'importance d'apprendre le français, de ne pas rester les bras croisés, d'apprendre le plus possible sur la culture de ce pays et d'aller à la rencontre de l'autre. Et de conclure : «Nous aimerions trouver la paix en Suisse, avoir une vie digne et normale».

Dominique HUSNIYA

Métier

Deux assistants sociaux racontent leur quotidien

Cécile Dubois et Abdessamad Lebbar, assistants sociaux à l'Office social de l'asile à Neuchâtel, livrent leurs impressions sur leur travail et les rapports qu'ils entretiennent avec les requérants d'asile.

Travailler à l'accueil des requérants d'asile est un plaisir. C'est ce que s'accordent à dire d'emblée les deux assistants sociaux de l'Office social de l'asile, à Neuchâtel, Cécile Dubois et Abdessamad Lebbar. «*Nous travaillons avec une population agréable et généralement très respectueuse, avec laquelle nous avons des relations de confiance*», affirme la première. «*Ces gens sont à l'aide sociale au début de leur séjour en Suisse généralement par manque de connaissances linguistiques ou simplement parce qu'ils ont besoin de se remettre d'un événement dramatique, mais rarement à cause de problèmes de comportement*». Toutefois, cela reste un travail difficile. L'assistant social est amené à appliquer des directives sans avoir beaucoup de marge de manœuvre. Son rôle consiste à accueillir les requérants d'asile et à les guider au quotidien, mais il n'intervient pas dans la procédure d'asile. Il doit en outre effectuer des tâches administratives et répétitives liées à ce travail, ce qui restreint le temps et l'énergie qu'il pourrait consacrer au suivi social.

Éviter l'humiliation

Pour Abdessamad Lebbar, «*il y a la structure du travail en elle-même et la personne qui doit faire ce travail. J'essaie de ne pas ajouter de l'humiliation à ce qui est déjà perçu par certains requérants comme une injustice. Par exemple, le montant de l'entretien mensuel ne permet pas au requérant d'asile d'envisager la construction d'un projet social en commun avec les gens autour de lui*». Et il ajoute : «*Nous avons affaire à des êtres humains qui nous renvoient leurs soucis, leurs dilemmes, leur joie... ce qui nous renvoie à nous-mêmes. Et ces gens ont besoin qu'on leur offre des outils de lecture et de compréhension de cette société qu'ils ne connaissent pas*».

Asile et étrangers sous le même chapeau

Cela dit, l'ambiance qui règne au sein du service est appréciée par les assistants. Depuis la fusion de l'Office de l'asile avec l'Office des étrangers, Neuchâtel est l'un des rares cantons où ces deux entités font parties du même service (Service des migrations). Ce qui pour Cécile Dubois «*facilite la collaboration entre les collègues des deux offices, en faisant mieux circuler l'information, même si nous avons des missions antithétiques*». De son côté,

Abdessamad Lebbar se félicite de la collaboration qu'il y a entre les chefs et les collègues à l'intérieur du service.

Le premier contact est important

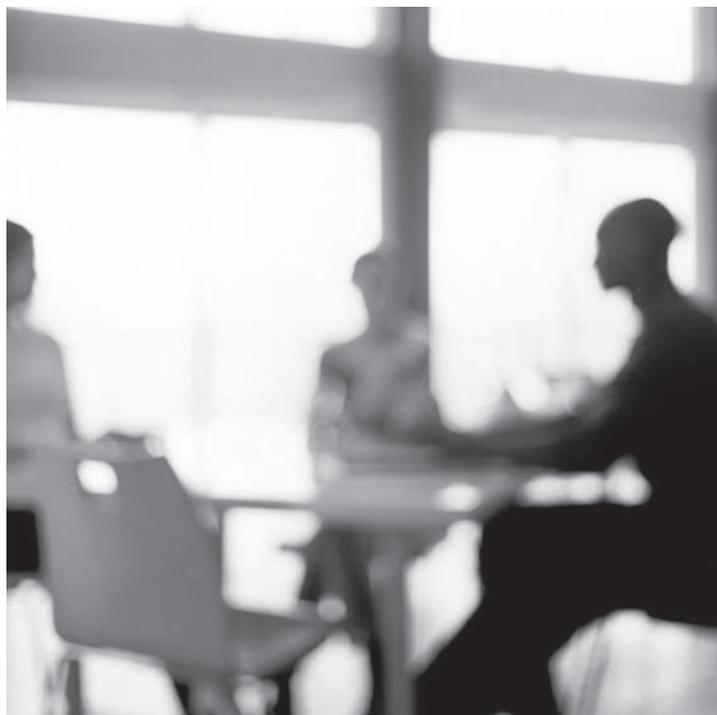
Quant à la communication avec le requérant, l'assistant social s'appuie parfois sur un collègue qui parle la langue maternelle du requérant ou sur un de ses compatriotes qui parle mieux le français. «*Ce qui est important aussi, selon Abdessamad Lebbar, c'est que dans un cadre défini, les choses soient claires. En général, c'est l'assistant qui dicte la qualité des relations qu'il va avoir avec le requérant, le premier contact est important, l'accueil et tout le gestuel aussi*». Les clichés au sujet des requérants d'asile persistent, ce que Abdessamad Lebbar ne manque pas de rappeler : «*On parle de la violence de certains requérants, ce qui est vrai des fois, mais on peut aussi être violent symboliquement envers le requérant dans notre manière de parler, de répondre, etc. Donc on doit essayer d'être le plus juste possible*».

En ce qui concerne les nouvelles mesures entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2008, l'Office de l'asile aborde sereinement cette question. «*A Neuchâtel, il n'y aura pas de précipitation, assure Mme Dubois, et pour les cas de longue durée il y aura une réflexion au cas par cas pour une éventuelle régularisation*». Car il faut souligner qu'un requérant résidant en Suisse depuis plus de 5 ans, pourra demander une régularisation à condition d'être bien «*intégré*».

Accent sur la formation

Tout en espérant que les objectifs d'intégration annoncés «*sont sincères, et non pas la carotte et le bâton*», nos deux interlocuteurs se félicitent que l'accent soit mis sur la formation; ce qui incitera les requérants d'asile à apprendre et à témoigner d'une réelle volonté de trouver leur place dans la société suisse.

Dominique HUSNIYA



©Getty/image

En général, c'est l'assistant qui dicte la qualité des relations qu'il va avoir avec le requérant d'asile.»

Réflexion

Si les pierres pouvaient parler

De tout temps, les poètes ont chanté l'exil et le déchirement de ceux qui ont dû fuir leur terre. Parmi ces penseurs, il faut faire une petite place à ma grand-mère, qui m'a appris ce proverbe mongol : «La pierre que l'on bouscule met trois ans à retrouver sa place.» Quand j'étais petite, elle m'interdisait de toucher aux cailloux pour cette raison. A l'époque, je pensais qu'elle voulait m'apprendre à respecter et à protéger la nature. Aujourd'hui ses paroles résonnent autrement. Et si les pierres c'étaient nous, les migrants ? Il n'est pas facile de se créer une nouvelle vie en Suisse pour nous qui venons tous d'un endroit du monde différent, comme des pierres qui ont bougé de place. Mais l'exil peut-il aussi amener quelque chose de bon, d'heureux, de positif dans nos vies ? J'ai fait le pari que oui et suis allée à la rencontre des élèves de la classe de français avancé du Centre de formation du Botza, à Vétroz, pour recueillir le témoignage de chacun de ces cailloux déplacés. Avec, in fine, des réponses pleines d'espoir.

Jacqueline (République démocratique du Congo) :

J'ai trouvé la paix en Suisse, on m'y a bien accueillie; je m'y suis fait beaucoup d'amis.

Battor (Mongolie) :

La Suisse est spécialement chère à mon cœur, parce que ma fille est née ici. J'aime aussi la diversité des gens qui y vivent, la diversité des langues qu'on y parle. De mon pays, je garde, dans le désordre, la date du 11 juillet, jour de l'Indépendance - que l'on fête en organisant trois concours, une course de chevaux, de la lutte et du tir à l'arc - le paysage de l'énorme steppe et son vert illimité, l'air pur et la nature.

Khalil (Côte d'Ivoire) :

En Suisse, j'apprécie la façon de vivre, les soins médicaux en cas de problèmes de santé. J'ai gardé de mon pays les ambiances de fête, par exemple pendant le Carnaval et le Nouvel An; j'ai aussi un mauvais souvenir de chez moi : une blessure à une jambe.

Ahmed (Côte d'Ivoire) :

Le cadeau que m'a fait l'Afrique, c'est le paysage, la culture, la famille, l'harmonie, la manière de faire la fête tous ensemble. Ici en Suisse, c'est l'accueil, la sécurité, la liberté, la possibilité de m'intégrer, d'acquérir un métier qui pourra m'aider pour toujours. Mais j'ai la



Jeunes apprenants de la classe de français, niveau avancé au Botza

nostalgie de mes amis dispersés, de ma famille avec laquelle je n'ai plus de contact.

Paulina (Angola) :

Chez moi, il n'y a pas de démocratie, j'ai de mauvais souvenirs de mon pays, on a tué mon fils... Je me suis sentie bien accueillie en Suisse; mon mari a eu des problèmes de santé et a eu la chance d'être bien soigné.

Nagash (Erythrée) :

Je garde de mon pays l'amour de ma famille, la tradition, la religion, les cérémonies comme les mariages, la musique et mes amis. En Suisse, j'ai trouvé la liberté, la sécurité, l'humanité et l'intégration.

Majid (Afghanistan) :

Je suis très content d'être en Suisse, c'est ici que j'ai trouvé la sécurité et la liberté. Ce qui me manque le plus, c'est de ne pas pouvoir célébrer les fêtes de mon pays, car ici les dates et les occasions ne sont pas les mêmes; de l'Afghanistan, il me reste le souvenir vivant et heureux de ma famille et de mes amis.

Elvis (Kosovo) :

Je suis un cas spécial, je n'ai rien gardé de mon pays, car je l'ai quitté tout petit à cause de la guerre. Je n'ai aucun souvenir de ma vie au Kosovo, mais nous sommes restés en contact avec notre famille là-bas, grâce au téléphone et à Internet. J'espère aller les embrasser un jour. Ici en Suisse, j'ai trouvé l'école, les amis et j'ai pu exaucer mon plus beau rêve : jouer au football. Cela fait 7 ans que je suis dans l'équipe junior du FC Vétroz.

Utkun (Turquie) :

Ce que je garde en moi de mon pays, c'est la mer et le soleil; la Suisse, elle, m'a apporté le respect et la tolérance.

Nadja (Algérie) :

Ma plus chère image de l'Algérie, c'est l'ambiance de la vie de famille; ici, je retiens la paix et la sécurité.

Page préparée par
Urantuya ENKHTUYA SHAIKH,
avec la participation de la classe de français
de niveau avancé au Centre de formation du
Botza à Vétroz.



Activités artistiques

La liberté au bout des pinceaux

Peintre depuis sa plus tendre enfance, le yéménite Nasser Al Mass s'inspire de tout, autant de ce qui l'opprimait dans son pays d'origine que des beaux paysages du Valais, sa terre d'accueil.

L'exil est une expérience lourde qui charge le passé, le présent et l'avenir d'émotions difficiles. Pour vivre malgré tout, chacun doit trouver son équilibre. La créativité est un chemin possible. Nasser Al Mass, tout au long d'un parcours plein de rebondissements, n'a jamais lâché sa boîte de peinture ni ses pincesaux, garants de sa liberté intérieure.

Nasser Al Mass est un homme discret de 67 ans. Il a quitté son pays, le Yémen, en 1998, suite aux troubles provoqués par la tentative de sécession du Yémen du Sud d'avec le Yémen du Nord. Né à Aden, il a eu, dans sa jeunesse, une remarquable carrière de footballeur et a défendu les couleurs du Yémen dans les pays voisins, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, par exemple; il est ensuite devenu coach, après avoir suivi une formation à Londres, et a mené deux équipes successives vers de belles victoires. Puis il a travaillé quelques années comme directeur au Ministère de la jeunesse et des sports. Lorsque la situation s'est péjorée entre le Yémen du Sud et du Nord, la situation est devenue critique pour lui et sa famille; il a même connu la prison. En Suisse, il a traversé des épreuves, avec le décès de l'un de ses fils, puis, l'an dernier, le retour au pays de sa fille et de son petit-fils; il connaît la maladie et doit subir une dialyse 3 fois par semaine.

A travers ce destin, un fil rouge: la peinture. Nasser Al Mass explique qu'il est passionné de peinture depuis son enfance. Il a toujours aimé voir quelqu'un peindre ou dessiner. Il s'y est mis par imitation et n'a plus jamais lâché le pinceau. Pour peindre, il a besoin d'une idée qui interpelle son âme d'esthète. C'est pourquoi il peint souvent des paysages. Grâce à son talent, Nasser est capable, par le langage artistique, de s'exprimer avec éloquence. Il fait penser à un arbre qui a traversé de bonnes et de mauvaises saisons. Il a connu la saison des fruits, de la croissance, et celle du vent violent, de la pluie froide, de la tempête. Il ne s'est pas courbé. Il a fortifié ses ramifications, de nouvelles feuilles ont poussé.



©DE/Cholam Khathi

Nasser Al Mass peint souvent de magnifiques paysages valaisans

Interview

Voix d'Exils: *Dans votre peinture, on voit beaucoup la mer, l'architecture yéménite, les couleurs du désert. Est-ce votre source d'inspiration favorite ?*

Nasser Al Mass: Le Yémen reste une grande source d'inspiration. Mon tableau préféré est d'ailleurs une vue des monts d'Aden. Cependant, je peins aussi des vues du Valais. J'ai récemment peint, depuis la fenêtre de ma chambre, la Tour de la Bâtiaz, ici à Martigny; j'ai également peint la tour de Saillon. Et j'ai encore quelques sujets à traiter ! Les châteaux jumeaux de Sion, Valère et Tourbillon, si emblématiques de la ville, me tentent.

Avez-vous exposé vos tableaux ?

La peinture reste pour moi un hobby. J'ai exposé certaines réalisations au foyer de Bernadette-Carmen, le bureau en charge des requérants d'asile de la région de Martigny, et ce qui me fait plaisir c'est que ma peinture touche ceux qui la regardent. Je ne demande rien de plus. J'ai gagné récemment un concours organisé à l'occasion de la Journée internationale du Livre. J'ai aussi offert des tableaux à l'Hôpital de Martigny; ils sont exposés dans la salle de dialyse. La peinture me permet d'entrer en contact avec mon entourage. Quand je peins, je m'affranchis des tensions, des soucis; je suis libre, je me sens bien.

Urantuya ENKHTUYA SHAIKH



Société

Asile et sexualité, le couple impossible

Dur dur d'avoir envie d'amour quand on est requérant d'asile. Plusieurs d'entre eux témoignent de leur solitude et des moyens d'en sortir. Mais le constat est amer: la spontanéité n'est pas aisée avec un permis N.

«Cela fait au moins un an que je n'ai plus vu un slip de femme», se désole Jules H*, un requérant d'asile hébergé au centre de socialisation de Crissier. La sexualité est en effet l'un des sujets les plus débattus au sein de la communauté. Bien sûr la procédure d'asile, les conditions pénibles de vie dans les foyers et les difficultés liées à la recherche d'emploi sont incontestablement des sujets de préoccupation. Mais la solitude pèse sur la plupart des requérants arrivés seuls en Suisse, laissant dans leur pays femme, concubine ou copine.

Abstinence de moine

Dans les discussions, on parle de difficultés à pouvoir trouver une compagnie féminine dans le but de satisfaire la libido accumulée. «Nous sommes tous des jeunes hommes sexuellement actifs. Ici, les conditions de vie dans lesquelles nous vivons et surtout notre isolement nous obligent à vivre comme des moines. Les femmes que nous rencontrons dans le centre sont pour la plupart accompagnées de leur mari», se plaint T*.

Ces propos à la fois francs et directs sont partagés par de nombreux habitants du foyer. Beaucoup mettent une certaine dose d'hu-

mour pour rendre le problème moins dramatique. Selon Paco* qui a laissé femme et enfants dans son pays, affronter la solitude relève de la souffrance: «J'ai souvent ce besoin de faire l'amour. Mais avec qui? Avant, j'avais ma femme à disposition. A chaque fois que je ressentais ce besoin et si elle aussi en avait envie, on se faisait des câlins. Aujourd'hui je subis une privation grave».

«Dans cette maison, on mange et on dort. Entre ces deux choses, on pense forcément à l'acte sexuel», professe un autre jeune homme habitant le centre de Crissier. Dans un foyer où la proportion d'hommes est largement au-dessus de celle des femmes, on peut imaginer la situation. Comme pour aggraver les choses, les rares filles célibataires du centre évitent de sortir avec des compagnons du même statut. Une situation qui se transforme en véritable pétrin lorsqu'on se réfère à la culture de la plupart des requérants: pas question en effet de commettre le sacrilège de l'homosexualité.

Professionnelles ou plaisirs solitaires?

L'une des solutions consiste à fréquenter les trottoirs et les maisons de tolérance. C'est la solution qu'a adoptée Caca*, qui lâche avec

humour: «Moi, quand je coagule, je cours tout de suite vers une professionnelle, car je ne supporte pas ce poids». Cependant, cette alternative a un coût. Le tarif minimum varie entre 50 et 100 francs. Une somme que ne peut pas payer tout le monde, compte tenu des ressources financières limitées. «Moi je n'ai pas d'argent pour me payer une fille, regrette un autre résident. Lorsqu'il me vient l'envie de faire l'amour, il ne me reste qu'à me masturber». Caca*, quant à lui, refuse cette pratique qui ne répond pas efficacement à ses besoins. Raison pour laquelle il prescrit ceci: «Qui veut aller loin ménage sa monture. Il est vrai que nous n'avons pas assez d'argent, mais il faut économiser pour ce besoin-là aussi. L'homme ne vit pas que de pain. Il a d'autres besoins physiologiques à satisfaire». Pourquoi donc tous ces jeunes hommes bien portants ne tentent-ils pas tous simplement de séduire une indigène? Walé*, trentenaire, apporte son analyse: «Il y a beaucoup de filles en ville qui me plaisent sincèrement, mais je crains qu'elles se fassent de fausses idées: la spontanéité ne devrait pas être mélangée à la question des papiers!» Le climat de suspicion à l'égard des demandeurs d'asile aurait donc ainsi pollué jusqu'aux aspects les plus intimes...

Rodriguez MLAKO

* Prénoms d'emprunt

Un Joker pour sortir de l'isolement technologique

Un cybercafé a vu le jour début octobre à l'antenne lausannoise de la FAREAS, à la rue du Bugnon 42. Equipé de cinq ordinateurs et d'une imprimante, ce lieu accueille depuis son ouverture en moyenne une douzaine de personnes chaque après-midi. Deux médiateurs se relaient pour les aider et les encadrer. Tout est gratuit, même l'impression de documents jusqu'à hauteur de cinq pages.

«Il nous arrive de donner quelques coups de pouces à certains qui ont du mal à ouvrir leur boîte électronique ou à faire d'autres opérations», explique l'un des médiateurs. L'ambiance est bonne et tout le monde, requérant d'asile ou non, est le bienvenu, comme dans les autres centres Joker existants.

Le projet Joker vise à donner aux couches les moins favorisées de la population ainsi qu'aux aînés la possibilité d'accéder aux technologies de l'information. En plus des relais Joker tels que le nouveau cybercafé de la FAREAS, il est possible d'acquérir à moindres frais une installation informatique à domicile.

Pour les requérants d'asile, cette possibilité est pour l'instant ouverte aux seuls détenteurs de permis F domiciliés dans la région de Lausanne et environs, et vivant dans des appartements câblés, avec une prise multimédia à trois trous. La contribution annuelle est de 50 francs, comprenant un service d'assistance en cas de panne. Le matériel, quant à lui, est facturé 250 francs. Ceux qui n'ont pas les moyens de s'équiper chez eux mais qui veulent surfer sur internet peuvent le faire gratuitement dans les centres de relais Joker ouverts en ville de Lausanne, ou sinon à la Fareas.

Pidice EGUI

Les filles célibataires évitent de sortir avec des compagnons requérants d'asile. ↓



©GetImage

Vie en foyer

Ces petites frustrations qui enrhumement la cohabitation

Certains habitants des centres d'hébergement collectif manquent visiblement de considération pour les autres. Les victimes et les auteurs de ces formes d'incivilité réagissent.

La vie au foyer d'hébergement semble à première vue impossible. C'est un lieu où se côtoient des hommes, des femmes et des enfants qui diffèrent par leur niveau d'instruction et leur origine, ainsi que par leurs attentes les uns vis-à-vis des autres. Ces disparités donnent parfois lieu à des conflits dont les effets, à terme, peuvent entamer la cohabitation. Pour prévenir cette situation, les foyers d'hébergement pour requérants d'asile sont dotés de règlements. Mais ces règles écrites et affichées, maintes fois rappelées par les services sociaux, sont parfois piétinées par certains habitants. Parmi les comportements le plus souvent au cœur de ces violations, le bruit et la malpropreté. Comme le dénonce cet habitant du foyer de Crissier, «certaines personnes se foutent royalement des autres en criant ou en jouant de la musique à des heures indues, avec un volume sonore insupportable. Je déteste cette attitude». Il enchaîne avec cette interrogation, résumant ainsi le sentiment de tous ceux qui sont confrontés au problème : «Si tout le monde se mettait à agir de la sorte, comment serait le centre ?» Une jeune habitante du foyer : «Le centre serait invivable».

Parole aux fauteurs de trouble

Pour les auteurs des nuisances sonores, crier ou monter les décibels ne vise pas forcément à nuire au voisinage : «Je mets la musique à fond pour rompre avec le silence et la monotonie de la vie au centre. Cela me permet de montrer ma joie, malgré tout ce que je vis ici», répond Gaël. «Nous n'allons pas rester ici comme si nous étions en deuil. Moi je suis très stressé, et c'est seulement lorsque je joue de la musique et que parfois je danse que je me soulage», claironne Jamal. Son copain Gateté ajoute qu'on ne peut quand même pas leur interdire de parler : «Nous ne disons rien de grave. Nous ne sommes pas en réunion secrète pour parler à voix basse. Nous causons, nous nous souvenons parfois de nos folies et nous en rigolons, c'est tout !».

Une autre pomme de discorde entre habitants est la gestion des lieux communs qui, selon les prescriptions du règlement de maison, doivent être entretenus par chaque résident. L'indignation est grande lorsque, après avoir utilisé les toilettes ou la cuisine, on ne les



© VDF/Prisca Egui

L'indignation est grande lorsque, après avoir utilisé la cuisine par exemple, on ne la nettoie pas pour le prochain usager.

nettoie pas pour le prochain usager. «C'est inacceptable», s'indigne Marie T., pour qui «ne pas rendre les WC propres après avoir fait ses besoins, constitue purement et simplement une maladie».

Mettre à profit l'espace commun

Au fond, les bisbilles précitées sont-elles révélatrices de la volonté de certaines personnes de ne pas se soumettre aux règlements ? Sont-elles le fait de la provocation ou de l'ignorance ? Elles montrent en tout cas la mauvaise exploitation de la diversité culturelle, cette richesse qui devrait permettre aux résidents des centres collectifs de mieux se connaître et de s'ouvrir sur le monde par le dialogue et la convivialité.

Le respect des règles élémentaires de vie commune témoigne de la faculté des requérants d'asile à faire leurs premiers pas vers l'inté-

gration, celle-ci ne devant pas être seulement comprise comme la connaissance de la langue et l'exercice d'un emploi, mais bien plus comme la volonté de se soumettre aux coutumes, aux lois et aux autorités.

Si l'estime de soi et le respect des autres fondent les actes de chacun, on pourra alors facilement endiguer le double choc culturel auquel sont confrontés les requérants d'asile : celui de la vie au centre avec des individus d'horizons divers et celui de la découverte des réalités de la société d'accueil.

Rodriguez MLAKO

Richesses culturelles du Cameroun



La culture camerounaise est caractérisée par une très grande diversité ethnique. Elle se distingue surtout dans le domaine des langues (environ 200). On y trouve l'Ewondo, le Douala, le Bassa, le Bakweri, le Bulu, le Peul ou Foufoulé. Et ce n'est pas tout.

Le Cameroun est qualifié à juste titre d'«Afrique en miniature». Sur son sol se côtoient toutes les grandes traditions culturelles de l'Afrique, notamment les cultures bantoues des hautes montagnes et des Grands lacs, l'Afrique australe et les cultures soudano-sahéliennes des savanes herbeuses et des plateaux de l'Adamaoua, dans le nord du pays.

La culture côtière ou Sawa

Le littoral camerounais, qui s'étend sur près de 400 km - du Rio del Rey, à la frontière ouest avec le Nigéria, à Campo près du Gabon et de la Guinée équatoriale - abrite un certain nombre de peuples (Douala, Bakweri, Bakoko, Batanga ...) qui appartiennent à la culture côtière Sawa. L'histoire, les traditions et la cosmogonie sawa se décryptent à travers

les masques et objets d'art qui garnissent les musées et les galeries d'art de Douala, de Buéa ou de Limbé. Cette culture connaît actuellement une vitalité certaine, à travers les arts du spectacle vivant (musique, théâtre, ballets et chorégraphies), dans toutes les localités de la région côtière.

Et puis l'on ne saurait décrire la culture Sawa sans évoquer son fleuron gastronomique, le Ndolé qui, indéniablement, est le plat camerounais de référence. C'est une variété d'épinard amère qui, lavée plusieurs fois afin d'atténuer l'amertume, est mélangée à de la purée d'arachides bouillies. On y ajoute au choix des crevettes, de la viande de bœuf ou du poisson fumé. Tout ceci relevé par de fines herbes et épices. Le Ndolé s'accompagne de «miondo» ou du bâton, une sorte de pain à base de farine de manioc, enroulé et bouilli dans des feuilles de bananier.

Douala, la capitale économique du Cameroun, est artistiquement célèbre pour être le fief incontesté du Makossa, cette musique qui a donné à l'Afrique son premier tube mondial en 1974 «Soul Makossa», grâce au saxophoniste Manu Dibango, maintes fois copié par ses collègues américains.

La sphère culturelle bantoue

Les régions du centre, du sud et de l'est appartiennent à la sphère culturelle bantoue. Parmi les Bantous, on distingue notamment le groupe ethnique numériquement nombreux des Béti-Fang, dont les traditions sont remplies de récits mythiques relatant leurs migrations passées, de contes et légendes, d'épopées et chantefables, le tout soutenu par une musique épique de très grande facture artistique et à très forte dose émotionnelle: c'est l'art du mvet (guitare à une corde), ce mot désignant à la fois l'instrument et le contenu musical dudit instrument. Les peuples de la vallée moyenne et inférieure du Mbam, ceux de Lom, de la Kadéï, de la Boumba et du Ngoko, du haut Nyong, etc., complètent le panorama ethno-culturel de cette vaste région bantoue, immensément riche en matière de musique et de chorégraphie.

La grande métropole de la région et capitale du Cameroun, Yaoundé, avec un million et



↑ Le Mvet, instrument mythique, présenté par un groupe folklorique



demi d'habitants et, est célèbre pour ses nombreux festivals et ses grands rendez-vous culturels, avec ses «mois» de danse, de théâtre, de musiques, de mode, de peinture, du livre.

Les œuvres des «anciens» tels que Oyono, René Philombe, Francis Bebey, côtoient celles d'écrivains de la génération dite de l'après-indépendance, Valère Epée, Séverin Cécile Abega, Guillaume Oyono Mbia, Calixthe Bélyala. La liste est très longue!

Art royal des musées

La sphère culturelle des grassfields qui couvre les provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, est devenue célèbre, d'abord pour son Art «royal» qu'on découvre avec curiosité et ravissement dans les musées royaux de Foumban, Bafoussam, Bandjoun, Bafut, Bali, Bamoungoun.

Le Cameroun est riche, très riche de son brassage culturel qui permet au pays de rester dynamique malgré les affres d'un régime politique autoritaire. Cet article n'a pour but que de vous donner envie d'en savoir plus par vous-même. Les documents écrits sur ce pays foisonnent.

Aïda EL-KATHIB



← Rond Point Deïdo de Douala et le «NDJOUNDJOU» (surnom donné aux monstres) Sculpture de 12m de haut, réalisée en 1996 avec un assemblage de matériaux de récupération.

Fiche signalétique

Langues officielles: français, anglais
Capitale: Yaoundé
Plus grandes villes: Yaoundé, Douala, Bafoussam, Garoua
Superficie: 475 440 km²
Président de la République: Paul Biya
Population (2006): 16.380.005 habitants, soit 34 habitants/km²
Indépendance: 1er janvier 1960
Monnaie: Franc CFA (XAF)
Economie: le Cameroun dispose de nombreux atouts: ressources agricoles (bananes, cacao, café, coton), forestières, pétrolières, halieutiques.

Recette

Injera ou le pain quotidien des Ethiopiens

Cette recette millénaire demande patience et passion. Il faut plusieurs jours pour y arriver. C'est un met de choix pour de grandes occasions festives, mais les Ethiopiens en consomment presque tous les jours. Nous avons choisi de publier cette recette en clin d'œil à la communauté éthiopienne qui fête cette année son entrée dans le deuxième millénaire, soit 7 ans après les pays qui utilisent le calendrier grégorien. Pour les autres, l'Injera pourra être un très bon choix pour les fêtes de fin d'année.

L'injera est une sorte de grande crêpe caractéristique de la cuisine éthiopienne. La fabrication nécessite de la farine faite à base d'une céréale locale qu'on appelle tef. Le tef est principalement cultivé en

Ethiopie et, dans une moindre mesure, aux Etats-Unis d'Amérique où vit une grande communauté éthiopienne. En Europe, cette céréale n'existe pas et n'est presque pas importée d'Ethiopie. Pour préparer l'injera, les Ethiopiens de Suisse utilisent la farine de blé qu'on trouve dans les commerces. La crêpe injera est toujours accompagnée de sauces pimentées (wat) préparées à base de condiments et de beurre fondu savamment associés, avec de la viande d'agneau ou des légumes selon les envies. Nous vous recommandons la sauce Aicha Beghie qui se caractérise par de tendres pièces d'agneau mijotées dans un beurre aux herbes, avec des oignons et du poivre vert, assaisonnées avec du gingembre, du curcuma et de l'ail. Et le Shiro, une purée de pois jaunes broyés et mijotée dans une sauce au paprika, assaisonnée à l'aide de savoureuses épices.



Ingrédients:

On peut préparer 18 galettes d'injera de 450 g à partir de 3 kg de farine de tef, 480 g de levain, 6 litres d'eau d'hydratation de la pâte et 4 litres d'eau de cuisson.

Préparation:

Tamiser la farine dans un récipient, mélanger le levain avec les mains ou avec une grande cuillère en bois.

Ajouter peu à peu 3 litres d'eau en remuant constamment et bien mélanger. Couvrir le récipient et laisser reposer la pâte pendant trois jours maximum. Il est préférable de ne la laisser fermenter qu'une nuit, car la valeur nutritive de l'injera décroît avec la durée de fermentation.

Cuisson:

Enlever l'eau qui s'est rassemblée au-dessus de la pâte, ajouter 0,5 litre de pâte à 1 litre d'eau et faire bouillir. Mélanger 3 litres d'eau froide à la pâte restante. Mélanger la pâte diluée ci-dessus avec le mélange bouillant précédent et laisser reposer pendant trente minutes. Entre-temps, faire chauffer le «metad» (poêle à injera). Pour faire cuire l'injera, il faut verser la pâte dans le «metad» chaud préalablement graissé, en imprimant un mouvement circulaire allant de la périphérie au centre de la poêle. Lorsque des trous commencent à se former à la partie supérieure de l'injera, couvrir la poêle avec son couvercle et laisser cuire pendant 2-3 minutes. Utiliser environ un demi-litre de pâte par galette d'injera. Graisser la poêle avec de l'huile avant chaque cuisson.

N'oubliez pas d'utiliser les doigts de votre main droite pour manger l'injera. Il paraît que c'est meilleur comme cela.

Bon appétit.

Wondimeneh ABERRA

Récit illustré

Bienvenue en Suisse ...

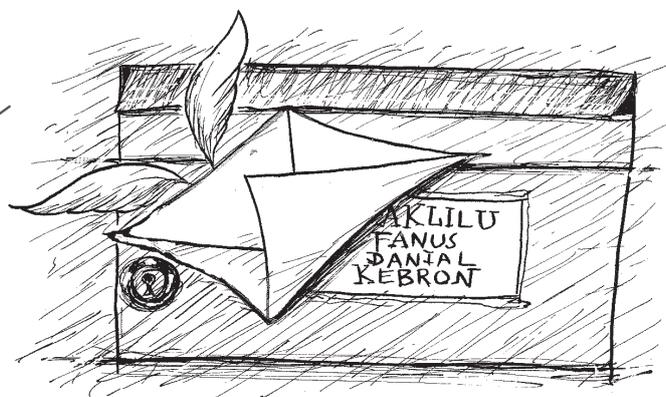
Texte : Rafik Labassi. Illustrations : Gégé

Dans le premier épisode, Aklilu et Fanus ont évoqué leur rocambolesque départ d'Erythrée et leur arrivée en Suisse. A présent, nos héros et leurs deux enfants, Daniel et Kebron, parlent de leur vie en Valais depuis presque un an.



Pour avoir des nouvelles de la famille, il nous a fallu prendre de l'altitude. Nous l'avions laissée au foyer collectif de St Gingolph, dans l'attente d'un hypothétique transfert. Nous la retrouvons à Crans-Montana où elle vient d'emménager dans un appartement. Après plus de huit mois de vie en centre collectif, c'est un véritable soulagement pour la famille qui n'en pouvait plus de vivre à quatre dans une seule chambre. Elle occupe maintenant un appartement spacieux dans l'ancien bâtiment du personnel du Centre de pneumologie qu'elle partage avec d'autres requérants d'asile, dont trois autres familles d'Erythréens.

Lorsque Fanus nous accueille, c'est avec un large sourire. Elle nous invite à nous asseoir, nous offre à boire. A voir le plaisir évident qu'elle a de pouvoir s'acquitter enfin de ses devoirs de maîtresse de maison, nous comprenons la frustration qui peut naître d'un séjour prolongé en centre collectif et le prix de ces choses toutes simples qui étaient impossibles en centre d'accueil: la liberté d'organiser sa journée, ses horaires, de cuisiner soi-même les plats qu'on désire, d'inviter des visiteurs, d'avoir une boîte à lettres personnelle, son nom inscrit sur la porte d'entrée.





Nous sommes le 7 novembre, et ce n'est pas un jour anodin : c'est la veille des 9 ans de mariage des parents et nous arrivons en pleins préparatifs. Le couple nous montre deux photos de son mariage. La mariée et le marié rayonnent. Neuf ans après, les voilà en Suisse ! Un destin qu'ils n'imaginaient certainement pas à l'heure d'échanger leurs vœux, mais l'essentiel est qu'ils soient ensemble, à partager les aléas de leur destinée avec leurs deux enfants. C'est un petit miracle s'ils disposent de ces photos aujourd'hui. En effet, ils n'ont rien pu emporter avec eux au moment de leur fuite. C'est un de leurs amis, qui avait assisté à leur mariage et qu'ils ont retrouvé en Suisse, qui leur a remis ces témoignages de ce jour de joie, si précieux aujourd'hui.

Fanus plaisante : «Le 8 est un chiffre spécial pour nous ; beaucoup d'événements importants de notre vie lui sont liés : nous nous sommes mariés un 8 novembre ; je suis arrivée en Suisse avec les enfants un 8 décembre, mon mari un 8 mars. Le déménagement s'est effectué le 8 octobre dernier. Je ne peux pas m'empêcher de rêver que nous recevrons la réponse – positive – à notre demande d'asile également le 8 d'un mois prochain Fanus et Aklilu se font graves : au sujet de la demande d'asile, ils n'ont aucune nouvelle, ils doivent simplement supporter une attente parfois difficile, comme tant d'autres requérants.



La famille a le sentiment d'avoir passé une étape importante: elle a retrouvé un cadre de vie «normal». Après le centre collectif, voici l'heure de la vie familiale, intime et partagée. La grande nouvelle, c'est que Daniel a commencé l'école depuis 3 semaines. C'est un défi difficile ; il a intégré la classe de deuxième primaire. Malgré des difficultés liées à la langue, il est ravi et a pris très vite un rythme : il va à l'école tout seul en bus et a déjà reçu une invitation pour se rendre à l'anniversaire d'un copain de classe ! Comme tous les enfants, il a une capacité magique à vivre le moment présent avec confiance et

il tire toute la famille en avant.

La famille ne veut surtout pas s'arrêter là. Son but est d'avancer sur le chemin de l'intégration, en particulier en continuant l'apprentissage du français. Aklilu espère également qu'une place en serrurerie se libère au Centre de formation du Botza, à Vétroz. En attendant, la famille va au-devant de la vie et du monde. Fanus déclare : «Nous ne sommes pas exclusifs, nous ne recherchons pas la même appartenance ethnique ou la même nationalité chez les personnes que nous fréquentons. Nous voulons simplement vivre avec les gens».

Des liens se sont noués, des amitiés sont nées : par exemple, ce sont des amis suisses qui ont complété l'ameublement de l'appartement : ils ont donné de la vaisselle, une machine à café, un canapé. C'est un complément bienvenu à ce que le foyer pour candidats réfugiés du Valais central leur a octroyé. Un ameublement tout à fait correct... mais il faut un peu plus quand on veut ouvrir sa maison, inviter et partager !

La famille n'a pas pu avoir le moindre contact avec le pays depuis son départ. M. Aklilu qui, on le rappelle, a quitté son pays en raison de ses convictions religieuses, déclare : «Jésus nouveau-né a dû fuir son pays, car il était en danger. La fuite en Egypte nous rappelle que Lui aussi a été un migrant. Son exemple nous soutient. Nous autres requérants d'asile devons avoir de la patience. Il ne faut pas se faire trop de souci et garder bon espoir. Un jour,

La suite au prochain numéro.



Abonnements

Si vous désirez recevoir régulièrement votre trimestriel préféré par la poste, vous avez la possibilité de souscrire un abonnement adapté à tous les porte-monnaie !

1. Abonnement d'une année (4 numéros) au prix spécial de CHF 12.-, réserve aux requérants d'asile.
2. Abonnement normal d'une année (4 numéros) au prix de CHF 28.-
3. Abonnement de soutien d'une année au prix de CHF 60.-
4. Abonnement pour institutions (2 exemplaires par numéro) CHF 60.-

Reconduction d'office s'il n'y a pas d'annulation.

Il suffit de nous écrire pour enregistrer votre commande.

Hospice général
Service Communication
Cours de Rive 12
1204 Genève
Téléphone : 022 420 53 00
E-mail : publications.hg@hospicegeneral.ch



Voix d'Exils N° 29

Tirage: 6'700 exemplaires

Editeur: Hospice général, Aide aux requérants d'asile (ARA)-Genève.

Responsable d'édition:
Mireille Vallette.

Responsable de la Rédaction:
Frank Kodbaye

Secrétaire de Rédaction:
Marie Galitzine

Mise en page: Rebecca Pittet

RÉGIONS

Rédaction genevoise

Rue Rothschild 58 – 1202 Genève
Tél. 022 420 45 03/04
E-mail: redaction@voixdexils.ch
Anderson Makedi, Soraya Hatam,
Luyindula Ngimbi, Wondimeneh
Abera, Aida AL-Khatib, Modeste
Kadira, Jeannette M'Beta, Marie-
Eléonore Essaga.

Rédaction jurassienne

Centre du Simplon, rue du Jura 37,
CP 1125, 2900 Porrentruy
Tél. 032 466 68 68
Fax 032 466 92 62
Email : claudesaunier@ajada.ch
Responsable de la Rédaction:
Claude Saunier
Rédacteurs: SHEMELES Bezabehe,
Pedro Yaba

Rédaction neuchâteloise

Office social de l'asile
Rue des Charmettes 10C
2006 Neuchâtel
Tél. 032 732 99 15 ou 032 732 99 02
Fax 032 732 99 11
E-mail: daniel.kienholz@ne.ch
Responsables de rédaction:
Daniel Kienholz, Marie-France Bitz,
Roselyne Petruzzi
Rédacteurs: Théophile Kenmogne,
Dominique Husniya

Rédaction valaisanne

Centre de Formation «Le Botza»
Zone industrielle – 1963 VETROZ
Tél. 027 345 39 03
Fax 027 346 39 11
E-mail: Christiane.brignet@admin.vs.ch
Responsables de la rédaction:
Christiane Briguet, Christiane Terretz
Rédacteurs: Betty Tchato, Raad
Abdul-Aziz, Abdul Ghani Ghyasi,
Gholam Khatibi,
Rafik Labassi

Rédaction vaudoise

Fareas
Rue Bugnon 42, 1020 Renens
Tél. 021 557 05 42
E-mail: voixdexils@fareas.ch
Responsable de la rédaction:
Emmanuelle Marendaz-Colle
Rédacteurs: Pidice Egui,
Rodriguez Mlako

Ont collaboré à ce numéro:
Gégé, Olivier Roduit.